

Amérique latine :
**Les « gouvernements
progressistes » à la
croisée des chemins**

**Z. Kowalewski, C. Katz, E. Toussaint, G. Gomez, A.
Riera, H. Do Alto, F. Gaudichaud, G. Almeyra**



Formation Léon Lesoil asbl.
20 rue Plantin 1070 Bruxelles – 0476/900.997
www.lcr-lagauche.be – info@lcr-lagauche.be

L'Amérique latine et la crise mondiale

Par Claudio Katz

L'impact de la crise mondiale sur l'Amérique latine suscite trois types de débat : son incidence économique immédiate, ses effets politiques à long terme et les mesures sociales requises pour faire face à l'écroulement financier.

Sur le terrain économique, la crise a provoqué un effondrement généralisé des Bourses et la fuite des capitaux qui ont provoqué la contraction du crédit. La dépréciation des matières premières a provoqué la récession ; le chômage se développe et la croissance inégale, qui a dominé au cours des cinq dernières années, s'est épuisée.

L'espoir d'une déconnexion s'est également dilué et celui d'éviter la catastrophe disparaît, car il a été déjà affaibli au cours de la décennie passée. La protection attendue des trois boucliers — des réserves substantielles, une dette moins importante en comparaison au Produit intérieur brut (PIB) et l'excédent fiscal — s'avère déjà insuffisante. Ces barrières auraient probablement résisté à l'effondrement international limité qui prévalait jusqu'en septembre 2008, mais le krach financier a été beaucoup plus grave depuis. Cette fois-ci l'économie latino-américaine a subi un véritable tsunami, un choc extérieur plus grave que ceux qu'elle a déjà pratiqués. Quelle sera la gravité de ce coup en comparaison à d'autres zones périphériques de l'économie mondiale?

Certains économistes estiment que l'effet boursier sera plus important que dans les économies centrales du fait de la fragilité locale des marchés des actions. Ils espèrent néanmoins que l'impact sur les banques sera réduit, car elles ont déjà nettoyé leurs bilans lors des crises précédentes. Ils estiment également que le secteur financier sera moins contaminé par les titres toxiques (hypothèques) et les opérations spéculatives (sécurisations, dérivés). La faiblesse du crédit dans la zone a réduit l'ampleur de telles transactions.

D'autres diagnostics soulignent que la situation fiscale est bien meilleure qu'en Europe orientale. Ils estiment également que la réduction des exportations sera plus facile à digérer qu'en Afrique, même si son impact sera plus important qu'en Asie. Ils attribuent cette situation à une plus grande concentration des exportations sur un panier limité des produits de base.

Mais le principal problème de ces estimations c'est leur caractère éphémère. Elles font irruption dans les chroniques des journalistes et disparaissent aussitôt. Un jour l'Amérique latine est annoncée hors de l'ouragan puis, le lendemain, dans l'œil du cyclone. De plus, certaines estimations semblent biaisées de manière fort suspecte. Le FMI, par exemple, considère que l'Argentine, le Venezuela et l'Équateur font face à des menaces de suspension des paiements plus graves que le Mexique, le Chili ou la Colombie. Cette attitude est en réalité infestée par les ressentiments envers les gouvernements et les débiteurs contestataires. Aucune caractérisation sérieuse n'émerge de telles spéculations.

Trois effets

► En premier lieu, l'Amérique latine fut atteinte par la crise de la suraccumulation mondiale générée par la masse des capitaux fictifs dans la sphère financière. Vu la faiblesse de l'endettement personnel dans la région, cet impact ne s'est pas encore traduit par une crise des banques ne pouvant pas récupérer leurs prêts.

Mais le krach a créé une crise de liquidités dans les économies centrales, provoquant une réduction importante des fonds placés en Amérique latine. En particulier les banques étrangères ont transféré des ressources vers leurs centres. Ces rapatriements ont déjà affecté le quart des ressources gérées par ces organismes dans les économies émergentes.

Les segments internationalisés des finances régionales sont également vulnérables. Certains fonds de pension privés, dépendants des oscillations de la spéculation mondiale, ont accumulé des pertes qui menacent leur survie (en particulier au Chili).

► Deuxièmement, l'Amérique latine fait face à la surproduction des marchandises, qui caractérise la crise actuelle. Cet excédent est le produit du modèle de la concurrence mondiale basée sur la réduction des salaires, généralisée par le néolibéralisme. L'effet de ce déséquilibre est particulièrement apparent dans les branches les plus mondialisées de l'industrie régionale. Le secteur automobile, par exemple, souffre de la même pléthore de produits qui frappe les économies métropolitaines (1).

Ce phénomène est particulièrement dramatique au Mexique, qui assemble et exporte les voitures vers les États-Unis, et au Brésil, où les réductions d'emplois dans ce secteur sont comparables à celles de la première puissance mondiale. Le panorama est aussi assombri en Argentine, malgré l'extraordinaire rentabilité de la production automobile au cours des dernières années dans ce pays.

L'ajustement industriel, secouant l'Amérique latine, est imposé par les entreprises transnationales qui réorganisent leur production à l'échelle du globe. Dans ce climat assombri on n'entend plus les éloges de la mondialisation néolibérale, ni des investissements de toute sorte. Les terribles conséquences de la production mondiale intégrée, fondée sur la concurrence et le profit, commencent à être remarquées.

► Mais la menace potentiellement la plus grande provient du troisième impact de la crise mondiale : la chute abrupte des prix des matières premières. Cette baisse met fin à une période de croissance qui, au cours des cinq dernières années, a produit une amélioration significative des termes d'échange — en hausse d'un tiers comparativement à la décennie précédente. Cette conjoncture avait permis d'atteindre des volumes d'exportation supérieurs à la charge de la dette extérieure en 2006 et 2007.

Le changement de la tendance affecte maintenant les balances commerciales et les budgets publics. La croissance de l'ordre de 5,5 % par an depuis 2003 : c'est terminé. En 2008 le PIB ne s'est accru que de 3,3 % et toutes les estimations pour 2009 sont encore inférieures.

De nombreux économistes prétendent que l'Amérique latine pourrait faire face à l'ouragan si elle adoptait des mesures de relance keynésiennes audacieuses. De telles initiatives ont déjà eu lieu en vue d'augmenter les liquidités, de développer le crédit public et de subventionner l'industrie. Les débats sur leur efficacité ou sur leur suffisance occupent les devants de la scène. Mais, dans les faits, leur viabilité dépend de la profondeur de la crise et non du succès de telle ou telle mesure. Les effets des politiques monétaires et fiscales anticycliques ont des limites. Elles peuvent revigorer la demande ou ralentir la chute de la production lors d'une récession, mais n'ont que peu d'influence sur une dépression profonde.

Pour le moment, l'effondrement financier touche plus furieusement les économies centrales, mais les États-Unis, l'Europe centrale et le Japon disposent de plus de ressources pour y faire face. Ils peuvent tenter la relance avec l'appui du Trésor et émettre des dollars, des euros et des yens que l'Amérique latine utilise. En outre, ils augmentent leur déficit fiscal pendant que la région latino-américaine reste soumise aux normes de l'excédent fiscal.

Pour résumer, les marges des politiques macro-économiques visant à freiner l'ouragan se réduisent dans une conjoncture latino-américaine changeante.

Bénéfices à long terme ?

Le scénario qui émergera de la crise dépendra des dénouements politiques imprévisibles et autonomes de l'orage économique-financier. Il suffit de rappeler que la dépression des années 1930 a été dépassée par la seconde guerre mondiale et que l'Union soviétique a disparu du fait de l'implosion de son régime, pour remarquer l'importance des événements politiques.

L'Amérique latine se trouve au carrefour des tendances géopolitiques contradictoires déterminées par trois processus : l'autonomie régionale, la position des États-Unis et le profil du Brésil.

En ce qui concerne l'indépendance de cette région, certains analystes estiment que l'adversité actuelle aura des effets favorables si ce qui s'est produit au cours des années 1930, venait à se répéter. Ils rappellent que la débâcle de l'entre-deux-guerres a produit les conditions propices pour l'émergence des processus d'industrialisation postérieurs.

Mais ils oublient que l'impact initial de la grande dépression a conduit à une douloureuse dépréciation des matières premières. La substitution des importations n'est apparue qu'ultérieurement, dans la foulée du

protectionnisme et de la guerre mondiale, et a été mise en œuvre dans une région qui a pu rester en marge de cette conflagration. Pour le moment, la seule comparaison appropriée peut être faite avec le choc produit au début de la grande dépression. Personne ne peut prédire ce qui arrivera après. L'éventualité de la reproduction du contexte de l'après-guerre se heurte non seulement à l'absence de la confrontation inter impérialiste guerrière mais aussi à la plus grande internationalisation de l'économie.

Il est certain que quelques aspects de l'autonomie régionale ont déjà apparu en Amérique latine avant la crise actuelle, en particulier sur le terrain financier. Au cours des cinq dernières années de croissance on a enregistré les rachats des titres publics et la réduction de l'endettement. Cela peut être mis en parallèle avec ce qui s'est produit après la grande dépression. Mais la poursuite de cette atténuation de la charge financière est incertaine.

Il est important de percevoir qu'une débâcle économique au centre du capitalisme n'augmente pas nécessairement les marges de manœuvre de la périphérie. La crise des années 1970 a montré que le contraire pouvait se produire. Ce choc avait eu lieu dans une situation favorable pour le Tiers-Monde. La défaite au Vietnam avait réduit les capacités d'intervention états-unienne et l'augmentation des prix des matières premières améliorerait les ressources de la périphérie dans un nouveau cadre autour de l'OPEP. Un bloc de 77 à 125 pays Non Alignés proposait un Nouvel ordre économique mondial, fondé sur la stabilité des prix des matières premières, un accès plus ouvert aux marchés développés, le transfert des ressources vers le Sud et la participation de la périphérie dans les décisions de l'ONU.

Mais l'offensive néolibérale a brutalement mis fin à cette orientation au cours des années 1980. Les grandes puissances ont repris le contrôle du Tiers-Monde en augmentant les taux d'intérêt et en réduisant la demande des facteurs de production, ce qui a provoqué la dépréciation des matières premières.

L'endettement de l'Amérique latine s'est accru alors brusquement et, au lieu d'une amélioration de son environnement économique comme à la suite des années 1930, elle a subi un effondrement équivalent à la grande dépression. La brève réduction des inégalités internationales a été remplacée par une nouvelle étape de polarisation mondiale, qui a perduré jusqu'à la fin du XXe siècle. Cet antécédent illustre à quel point une période d'autonomie périphérique peut être limitée et fragile. On peut disserter sur les nombreuses différences qui distinguent l'étape actuelle de celle des années 1970, en comparant par exemple le vieux rôle de l'URSS avec le rôle récent de la Chine. Mais il s'avère impossible d'affirmer si ces modifications seront avantageuses ou défavorables pour la périphérie. Il serait encore plus spéculatif de présager d'un scénario de nouvelle et indépendante industrialisation de l'Amérique latine.

Multipolarité oppressive

Le pari sur un bénéfice latino-américain de la crise actuelle se fonde sur la prévision d'une scène mondiale multipolaire. Beaucoup d'analystes estiment que la région pourrait profiter d'une mutation du cadre mondial pour adopter des politiques plus autonomes (2).

Cette période d'une plus grande dispersion ou d'un équilibre entre les forces capitalistes de la planète est certainement une possibilité. Mais il faut souligner que cela ne favoriserait pas en soi les majorités populaires. Cela renforcerait plutôt les classes dominantes locales liées aux puissances hégémoniques. Cette hypothèse-là est omise par la thèse multipolaire. Le renforcement géopolitique de la Chine, de l'Inde ou de la Russie conduirait certainement à des conflits aigus avec les capitalistes du centre, mais pour l'essentiel cela poussera à des associations avec ces secteurs. De telles alliances ont été forgées au cours des deux dernières décennies et elles ont conduit à des achats significatifs d'actifs dans les économies avancées par des multinationales émergentes (3).

Ces tendances ont persisté après le choc mondial et ont été confirmées par le financement asiatique du déficit nord-américain. La participation active de l'Orient au sauvetage des banques américaines et la cession des entreprises en banqueroute à des propriétaires asiatiques font partie du même processus (4).

Au cours des décennies passées la domination mondiale était assurée par une triade de puissances conduite par les États-Unis. L'impérialisme classique — des pays qui mettent en échec et subordonnent leurs rivaux au moyen de la guerre — a fait place à un impérialisme collectif. L'Amérique du Nord a été à la tête d'un pouvoir mondial partagé avec l'Europe et le Japon. Un éventuel scénario multipolaire surgirait de l'incorporation de nouveaux associés dans ce cadre-là. Il renouvellerait l'oppression et obstruerait l'émancipation populaire (5).

La crise de la domination des États-Unis

Le fait que la crise se développe à partir du centre — de l'économie nord-américaine — aggrave les difficultés de la première puissance mondiale en Amérique latine. Ces difficultés prennent leur source dans les échecs politico-militaires hors de la région (Moyen-Orient) et des rébellions anti-impérialistes dans la zone. Depuis la faillite du projet de la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA, ALCA en espagnol, FTAA en anglais), on enregistre un recul des positions du géant du Nord, qui a produit une stagnation des Traités de libre échange (TLE). Une consolidation du tournant protectionniste actuel réduirait encore plus la portée de ces conventions. Toute augmentation significative des tarifs dans la principale économie continentale ferait chanceler ces traités.

La crise actuelle va frapper particulièrement les partenaires frontaliers des États-Unis. Le Mexique affronte l'effondrement de ce marché qui absorbe 90 % de ses exportations dans un contexte explosif de retour des émigrés, de détérioration sociale et de crime organisé. La vieille idylle de l'Accord du libre échange nord-américain (ALÉNA ou NAFTA en anglais) s'est transformée en un cauchemar. L'espoir états-unien de prendre le contrôle de la PEMEX (groupe pétrolier mexicain) s'est effondré conjointement à l'écroulement de diverses multinationales mexicaines dépendantes de l'économie des États-Unis (6).

La situation des petits pays d'Amérique centrale, dépendant des envois de fonds des émigrés, est plus grave. La faible ampleur de l'émigration latino-américaine vers les États-Unis dans le passé (1,7 million en 1970) contraste avec la situation actuelle (17,4 millions en 2005). Le rapatriement — produit déjà par le chômage massif dans la métropole — affecterait directement les relations des États-Unis avec ces nations (7). Le contexte politique que le Département d'État affronte en Amérique du Sud lui est défavorable. Une grande partie des gouvernements, traditionnellement subordonnés au Nord, ont pris leurs distances à la suite des grandes crises politiques et sociales. Au cours de l'année dernière les États-Unis ont été marginalisés dans les négociations visant à amender les principaux conflits : l'incursion militaire de la Colombie sur le territoire équatorien et le coup de force de la droite frustrée en Bolivie. Ils ont dû supporter de plus l'expulsion inédite de deux de leurs ambassadeurs (Venezuela et Bolivie), qui jusqu'à présent n'ont pu reprendre leur charge.

Certains analystes estiment que ce cadre va obliger les États-Unis à atténuer leur contrôle de l'Amérique latine. Ils considèrent que le Département d'État adoptera une posture plus condescendante (ou moins intéressée) en ce qui concerne l'avenir du continent. Ils supposent, en particulier, qu'Obama pourrait aussi glisser vers une attitude qui « dépasse les vestiges de la guerre froide ». En réalité le nouveau président n'est nullement disposé à introduire des changements significatifs dans sa politique latino-américaine. Il retirera les prisonniers de Guantánamo, mais il ne va pas restituer cette enclave à Cuba, ni faire juger Bush pour les tortures. Il allégera les restrictions concernant les voyages à Cuba, mais ne va pas lever l'embargo et cherchera des rapprochements diplomatiques qui évitent de reconnaître la défaite impériale. On verra s'il limitera la dissimulation du terrorisme d'État en Colombie et s'il atténuera le harcèlement du Venezuela et de la Bolivie.

La continuité des politiques impérialistes, en consensus avec les Républicains, a été la norme de tous les gouvernements démocrates. Il ne fait pas de doute qu'Obama poursuivra cette combinaison de la carotte et du bâton, avec plus d'incidence diplomatique (tradition de Clinton) que de brutalité effrontée (héritage de Bush). Les virages que le nouveau président doit faire sur le plan intérieur n'ont pas de projection en politique extérieure. Un mandataire de couleur — qui n'est donc pas un représentant naturel de l'establishment — affronte un tremblement de terre social sans précédent depuis Roosevelt, dans un contexte de transformations démocratiques inédites depuis Kennedy. Cette inondation interne l'oblige à modifier son agenda traditionnel, mais sa politique reste inchangée en ce qui concerne son « arrière-cour » latino-américaine.

Depuis plus d'un siècle les gouvernements états-uniens mettent en œuvre les stratégies d'assujettissement fondées sur la doctrine Monroe (8). Tôt où tard la première puissance va donc passer à la contre-offensive qu'annonce la réactivation de sa IV^e Flotte. Sous le prétexte du trafic de drogue (ou du terrorisme) le Commandement du Sud du département de la Défense des États-Unis (SOUTHCOM), basé à Miami, a gagné du terrain. Il dispose déjà de plus de personnel civil consacré à l'Amérique latine que tous les départements diplomatiques et commerciaux de Washington. Les bases militaires en Colombie s'étendent au Pérou et il est question d'une intervention militaire possible au Mexique (9). La première puissance a perdu du terrain face à ses concurrents européens au cours de la dernière décennie. Les

entreprises du vieux continent ont dépassé les compagnies nord-américaines en termes d'investissements extérieurs (10).

Mais l'Union européenne n'aspire pas à remplacer son rival et s'est limitée à essayer des traités de libre commerce calqués sur le projet de la ZLÉA. De plus, il faudra voir à quel point la crise mondiale affecte l'Espagne qui est sur ce terrain à l'avant-garde de l'UE. Les entreprises ibériques doivent faire face à une montagne de pertes, ce qui les oblige à se retirer et à mettre en vente leurs actifs (11).

Les États-Unis ont également dû tolérer la première incursion commerciale chinoise, la visite de la marine russe à Cuba et les voyages de fonctionnaires iraniens au Venezuela. Mais pour la domination traditionnelle nord-américaine, ces présences sont moins menaçantes que la présence européenne. Par conséquent, aucune donnée ne corrobore la thèse d'une indifférence (ou de la résignation) des États-Unis face à l'Amérique latine.

Inévitable déclin ?

Certains analystes attribuent le futur développement latino-américain à un déclin structurel et inévitable des États-Unis. Les versions les plus vulgaires de cette analyse sont habituellement reprises par les médias. Elles ont été énoncées par les futurologues d'institutions proches du Département d'État et prédisent le leadership de l'Europe ou de l'Asie et la montée de nouvelles puissances (la Chine, la Russie, l'Inde). Après l'échec néoconservateur de Bush certains n'ont pas hésité à annoncer la fin de la primauté états-unienne (en 2025) (12). Ces prévisions contrastent avec l'éblouissement pro nord-américain qui avait prévalu au cours de la décennie précédente et aussi avec l'euphorie médiatique qui a entouré la promotion d'Obama. Les mêmes médias, qui théorisent l'agonie des États-Unis, avaient exalté les capacités du nouveau président à restaurer le rêve américain. La fin de l'empire américain et sa résurrection alternent ainsi avec une rapidité surprenante.

D'autres théoriciens de la décadence pondèrent cette régression. Ils estiment que les États-Unis surmonteront leurs désavantages sur le terrain économique (faible productivité) et politique (mauvaise réputation croissante). Ils transmettent ainsi une image idyllique des États-Unis abandonnant leurs prérogatives. Il est pourtant absurde de présenter l'impérialisme américain comme étant victime d'une suprématie non désirée. Le Pentagone et le Département d'État exercent un rôle oppresseur à travers le monde en vu de favoriser les entreprises états-uniennes et cette domination leur assure des grands profits.

Partant d'un point de vue fort différent, des analystes sérieux ont également cherché à appliquer la thèse du déclin nord-américain à l'Amérique latine. Ils présentent des données significatives du recul technologique et productif de la première puissance mondiale et les preuves de son affaiblissement dans l'exercice de l'hégémonie face à ses rivaux (13). Mais cette analyse reconnaît elle-même l'existence d'un problème : la domination militaire états-unienne persiste sans rivaux apparents et est acceptée par ses concurrents. Cette absence d'un remplaçant guerrier (européen ou asiatique) est particulièrement décisive dans le schéma de l'école systémique, un courant qui associe chaque étape de l'histoire contemporaine avec l'existence d'une puissance dominante ou allant exercer la suprématie (14).

Comme les candidats envisagés pour occuper cette charge n'ont pas fait leurs preuves lors des dernières décennies (l'Allemagne dans les années 1970, le Japon au cours des années 1980 et l'Union européenne durant les années 1990), il vaut mieux rester prudent sur les prévisions concernant la Chine.

La suprématie nord-américaine traverse une crise, dont le débouché final reste une inconnue. Il n'est écrit nulle part si la conclusion en sera la promotion d'un adversaire ou le recyclage du leadership actuel. Pour le moment il est impossible de déterminer si les États-Unis traversent un recul limité ou définitif. Mais le fond théorique de ce problème c'est la notion contestable de l'essor et de la décadence des empires. Cette thèse de remplacements cycliques de la suprématie mondiale présuppose une philosophie d'étapes prédéterminées de l'histoire. C'est une analyse fondée sur les raisonnements fatalistes qui ne laisse pas d'espace au protagonisme des sujets sociaux. L'interprétation de l'histoire comme étant celle de la lutte des classes — dans le cadre des conditions objectives — est incompatible avec la règle des dominations impériales successives.

Le nouveau profil du Brésil

La discussion actuelle sur le déclin des États-Unis contraste aussi avec l'image d'une superpuissance

imposant ses priorités à l'Amérique latine, qui avait accompagné les débuts du néolibéralisme. Cette modification indique une crise du vieux rôle prétorien du Pentagone, protégeant les classes dominantes fragiles, les États instables et les élites peu autonomes. En Amérique latine en particulier le type d'assujettissement néocolonial, qui régit par exemple plusieurs régions de l'Afrique, ne se vérifie pas actuellement.

Les principales classes dominantes locales ne peuvent être considérées comme les marionnettes d'un empire. Elles agissent en tant que groupes ayant leurs intérêts et leurs stratégies propres, sur une scène qui diffère substantiellement du cadre semi-colonial. Ce changement de contexte est ignoré par nombre de théoriciens de la recolonisation, qui se limitent à mettre en valeur seulement la réinsertion subalterne de la région dans le marché mondial ou la réapparition des formes d'assujettissement prénational (15).

On perd ainsi de vue non seulement le recul de la domination nord-américaine, mais aussi le nouveau poids du Brésil. On ne tient ainsi pas compte du fait que ce pays est le candidat au rôle de dirigeant d'une oppression multipolaire en Amérique du Sud. Malgré leur faible croissance au cours des dernières années, les entreprises transnationales brésiliennes se sont consolidées dans toute la région. Elles se sont approprié 50 % de la principale activité économique en Uruguay (industrie de la viande), en achetant des terres et en contrôlant un tiers de la transformation. Elles ont pris le contrôle de diverses firmes stratégiques argentines (surtout Pecom et Loma Negra) et gèrent 95 % du soja exporté par le Paraguay.

Au début de la décennie Petrobrás s'est approprié 45 % du gaz, 39 % du pétrole et tout le raffinage en Bolivie. Au Pérou, deux conglomérats brésiliens contrôlent la majorité des mines du zinc et du phosphate. En Équateur ils gèrent plusieurs sites stratégiques et administrent les principaux projets de travaux publics. L'expansion sud-américaine des multinationales brésiliennes a été soutenue par le financement gouvernemental (par la Banque nationale de développement économique et social — BNDES — du Brésil). Ces crédits ont augmenté plus rapidement que les fonds apportés dans la région par le FMI ou la Banque mondiale. Les compagnies brésiliennes s'assurent les matières premières, dominent les sources de l'énergie et approvisionnent les marchés de consommation. Leur noyau principal — Petrobrás, Gerdau, VM, Oderbrecht, Friboi, Marfrig, Vale — opère avec un haut niveau d'internationalisation (16).

Le principal projet de ces firmes c'est un ensemble d'autoroutes et d'aqueducs programmé dans le cadre de l'Initiative pour l'intégration des infrastructures régionales (IIRSA). Ce plan implique tous les pays voisins du Brésil et est principalement localisé en Amazonie. Il vise l'exploitation des ressources naturelles gigantesques de cette région (17). L'expansion des multinationales brésiliennes s'appuie sur la diplomatie commerciale agressive du Ministère des affaires étrangères. Cette politique a provoqué de nombreux conflits. Petrobrás s'est opposé aux nationalisations lancées par Evo Morales et Lula a tenté d'imposer des indemnités léonines. En Équateur également : le Brésil a immédiatement rappelé son ambassadeur lorsque l'entreprise Oderbrecht a été mise en cause pour les faiblesses structurelles des barrages qu'elle avait construit.

Il est probable que le prochain conflit aura lieu à Itaipú, car le Paraguay réclame la souveraineté de ses ressources hydroélectriques, alors qu'il vend l'énergie excédentaire à un prix inférieur au prix du marché pour acquitter une dette odieuse au créancier brésilien (18).

Géopolitique de la domination

Pour soutenir la politique des corporations le Brésil se militarise avec la technologie française. On construit des sous-marins, des avions et des hélicoptères destinés à garder les intérêts de ces compagnies dans les vastes régions inexplorées du continent. Cette corrélation militaire de l'expansion multinationale ne se limite pas aux frontières. Depuis 2004 le Brésil dirige les forces de l'occupation qui remplacent les marines états-uniens à Haïti. Il préserve ainsi une politique néolibérale, qui aggrave la tragédie de la faim, de la pauvreté et de l'émigration, employant les méthodes policières que les forces brésiliennes ont mis au point dans les favelas (bidonvilles). Ces actions ont fait faire faillite à la pénétration des entreprises brésiliennes dans les Caraïbes.

La stratégie géopolitique en cours vise l'obtention pour le Brésil d'un siège au Conseil de Sécurité, avec le soutien de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). Dans ce but le Ministère des affaires étrangères du Brésil développe une politique d'alliance (maintenant avec le Mexique) et soutient l'intégration de Cuba au sein du Groupe de Rio.

Lula reprend à son compte la politique de lobbying utilisée par Felipe Gonzáles pour placer les entreprises espagnoles en Amérique latine. Comme il cherche à garantir la stabilité des négociations arbitrées par le Brésil, il rejette les prétentions séparatistes de l'extrême droite sud-américaine (Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija en Bolivie ; Zulia au Venezuela ; Guayas en Équateur).

Le Brésil subordonne même la poursuite du Mercosur à son leadership. Il retardera la création d'une monnaie commune et d'un Parlement régional tant qu'il ne l'aura pas garanti. Il ne renonce pas non plus aux stratégies unilatérales. Lors de la dernière réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) il a délaissé ses alliés du G20 pour chercher un compromis avec les pays développés. Mais pour diriger le bloc sud-américain, le Brésil doit neutraliser le Venezuela (dans ou hors du Mercosur) et résoudre les conflits commerciaux avec l'Argentine. Les bénéfiques politiques importants peuvent seuls atténuer les constantes récriminations des industriels de Sao Paulo contre le voisin du Sud.

Par conséquent tout indique que le Brésil cherche à occuper les espaces apparus à la suite de la crise de la domination états-unienne. Mais il aspire à remplir ce rôle sans entrer en conflit avec la première puissance. Il tentera de sauter une étape au sein de la coordination hégémonique qui a régné depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les classes dominantes brésiliennes veulent jouer un rôle plus visible mais en restant intégrées dans l'impérialisme collectif.

Comment les États-Unis vont-ils répondre ? Pour le moment c'est l'incertitude qui domine. En 2007 Bush a signé un accord stratégique avec Lula pour développer une politique commune des agro-carburants. La baisse des prix du pétrole et les conflits douaniers autour de l'éthanol menacent cette convention. Mais beaucoup jugent qu'Obama pourrait reprendre cet accord pour associer le principal pays sud-américain à la domination mondiale.

Semi-périphérie et sous-impérialisme

Dans son nouveau rôle dominant le Brésil tente de jouer celui d'un sous-impérialisme. Bien que prétendant représenter les intérêts régionaux communs, ce rôle ne s'avérera pas moins défavorable pour les peuples que l'oppression traditionnelle exercée par les impérialismes américain ou européen.

La notion de sous-impérialisme a surgi au cours des années 1960 pour caractériser l'expansion du Brésil en liens avec les priorités du Département d'État. En employant le préfixe « sous », Ruy Mauro Marini indiquait le caractère tardif et périphérique de la nouvelle puissance et son association subordonnée avec les États-Unis (19). Cette appellation distinguait une action impériale émergente (Brésil) d'une fonction déjà dominante (États-Unis, Grande-Bretagne, France). Elle faisait aussi allusion aux différences avec les impérialismes mineurs (Suisse, Belgique, Espagne), éteints (ottoman, austro-hongrois) ou qui ont failli (Russie, Japon).

Le terme « sous-impérialisme » pourrait suggérer — à tort — une délégation du pouvoir central à des serviteurs périphériques. Mais dans le cas du Brésil a toujours été souligné, au contraire, un processus de renforcement de l'autonomie des classes dominantes locales. L'application de ce concept à la région diffère, par exemple, de son emploi dans le cas d'Israël (qui agit avec le mandat du Pentagone) ou de puissances secondaires comme l'Australie ou le Canada, qui ont toujours adhéré à l'axe anglo-nord-américain. Une analogie plus proche pourrait être faite entre le Brésil et le rôle joué par l'Afrique du Sud dans la région australe de l'Afrique. Il y a quarante ans le sous-impérialisme brésilien a fait ses premiers pas en tant que gendarme anticommuniste, une dictature intégrée dans la guerre froide. Actuellement le Brésil soutient l'ordre capitaliste pour son propre compte (occupation d'Haïti), s'approvisionne en équipements en France et impose des limites sérieuses à la plate-forme colombienne des Marines états-uniens.

L'acquis le plus durable des premiers théoriciens du sous-impérialisme a été de mettre l'accent sur la transformation des vieilles bourgeoisies nationales (promotrices du marché intérieur) en bourgeoisies locales (donnant la priorité à l'exportation et à l'association avec les entreprises transnationales). Marini a nommé « coopération antagonique » ce processus d'internationalisation du capital local et a polémique avec les auteurs qui présentaient ce tournant comme étant favorable au développement du pays (20). Ce tournant multinational des classes dominantes a été consolidé au cours des deux dernières décennies et se reflète maintenant avec l'expansion des firmes brésiliennes dans les pays voisins. Marini attribuait cette expansion à l'étroitesse d'un marché intérieur affecté par la fragilité du pouvoir d'achat. Il estimait en outre, que les grands capitalistes brésiliens renforçaient la compression du pouvoir d'achat en recourant à des

formes de surexploitation des travailleurs. Les partisans de cette thèse ont souligné l'aggravation contemporaine de ces déséquilibres en absence d'une consommation de masse comparable au fordisme des économies avancées. Ces carences poussent les multinationales à investir à l'extérieur les capitaux en surplus que produit l'accumulation interne restrictive.

Du fait de ces contradictions le Brésil adopte un comportement sous-impérial avant d'avoir atteint la puissance qu'avaient les principales économies centrales au XIXe et au XXe siècle. Cette asymétrie illustre les modalités actuelles du développement inégal et combiné.

La notion de sous-impérialisme permet de dépasser le schéma simplificateur centre-périphérie et indique la diversité des relations produite par la polarisation du marché mondial. Il tient compte de l'existence de formations intermédiaires que certains penseurs ont théorisées en parlant de semi-périphérie. Ce terme fait allusion à des situations intermédiaires fréquentes dans l'histoire du capitalisme. Il indique l'apparition de challengers qui, (Espagne, Russie) (21). Les semi-périphéries ont été des ont acquis une situation dominante (États-Unis, Japon, Allemagne) ou ont failli à atteindre cet objectif (Italie sous-impérialismes (ou des impérialismes) potentiels qui ont prospéré ou ont avorté. En Amérique du Sud cette évolution a été frustrée en Argentine dans la première moitié du XXe siècle, mais elle reste ouverte pour le Brésil. De nombreuses raisons économiques, politiques et sociales expliquent cette évolution divergente.

Les concepts de semi-périphérie et de sous-impérialisme permettent de saisir le dynamisme contradictoire du capitalisme. Ce système modifie périodiquement les rapports de forces sur le marché mondial. Une photographie instantanée du centre et de la périphérie empêche de saisir ces modifications. Elle ne permet pas de saisir, par exemple, les mutations historiques aussi surprenantes que le saut historique de la Chine au cours des dernières décennies. Ces deux concepts intermédiaires heurtent également les classifications étroites des pays latino-américains comme des colonies, des semi-colonies ou des capitalismes dépendants. Une telle modélisation est particulièrement insuffisante pour la région qui, contrairement au reste de la périphérie, s'est émancipée précocement du joug colonial. Pour avoir évité une situation semi-coloniale au cours de la plus grande partie du XXe siècle, le Brésil tend à effectuer un saut vers le stade sous-impérial.

Étatisme pour les puissants

Alors que le degré de l'autonomie, la réaction états-unienne et le rôle multipolaire du Brésil sont des questions ouvertes, le grave impact immédiat de la crise est déjà visible. La préoccupation centrale dans toute la région est d'agir face à un tsunami qui annonce le chômage et la pauvreté.

Les mesures adoptées dans les trois principales économies de la région viennent en aide aux capitalistes en employant les ressources publiques dont les masses auraient besoin. Au Mexique les réserves sont dilapidées pour faire face à l'attaque spéculative sur la monnaie nationale, alors qu'elles pourraient être freinées par un contrôle de change sévère. Au Brésil le Trésor a mis à la disposition des banquiers 50 milliards de dollars et les banques publiques annoncent qu'elles vont absorber les pertes des entités privées. En Argentine un moratoire sur la fuite des capitaux privés a été décrété, pardonnant ainsi l'évasion fiscale.

Les grands industriels bénéficient de la même attention officielle. Au Mexique, ils jouissent d'un immense plan d'investissements publics. Au Brésil, ils ont obtenu des réductions de charges et des programmes de soutien à la réactivation des ventes. En Argentine, ce sont en particulier les entreprises de construction et les producteurs de biens durables qui sont particulièrement chanceux. La même aide au capital a eu lieu au Chili et en Colombie. Ces orientations des politiques économiques font le pari sur une réaction positive des entrepreneurs. Elles supposent que les flux gouvernementaux conduiront les capitalistes à maintenir le niveau de l'activité. Mais elles oublient qu'une telle décision dépend de la préservation — douteuse — de la rentabilité. Les plans cherchent également à maintenir la consommation, mais sans prendre des mesures de redistribution des richesses. Ils essaient uniquement de stimuler les dépenses de la haute classe moyenne, favorisant les achats pour la dissuader de placer son épargne en devises.

L'urgence sociale, générée déjà par les arrêts d'activité, les licenciements et le ralentissement de la production, est aggravée par ces mesures. Comme on n'introduit pas un revenu minimal équivalent au panier de la ménagère, la crise frappe frontalement la poche de la population.

La protection de la majorité de la population exigerait que l'on destine les fonds publics à la préservation

des salaires, à l'augmentation des allocations de chômage ou à la prise en charge des frais de santé, d'éducation publique et de logement. Mais l'interventionnisme actuel favorise les classes dominantes.

Les keynésiens et les néolibéraux convergent actuellement dans l'instrumentalisation d'un tel étatisme. En particulier les promoteurs de la privatisation ont fait un tournant pragmatique vertigineux. Ils interrogent actuellement la sagesse du marché et applaudissent les dépenses publiques. Ce tournant étatiste préserve également la variété des matrices sociales libérales (Tabaré et Lula) et néo-développementistes (Cristina Kirchner) qui a prévalu ces dernières années. La nationalisation des fonds de pension en cours en Argentine — pour prévenir l'effondrement des retraites et récolter les fonds pour leur réactivation — est un exemple de ces différences. Les spécificités nationales de l'interventionnisme relèvent de l'intensité de la lutte des classes ou de la détérioration économique et sociale précédente.

Mais la tonalité dominante c'est une convergence des politiques économiques, qui n'implique pas leur coordination. Jusqu'à présent chaque gouvernement a agi pour son propre compte, en particulier sur le plan commercial. La politique visant à se préserver au détriment du voisin est très apparente dans les dévaluations compétitives et dans les augmentations des tarifs. Si ce type de réactions a mis en danger la continuité de l'Union européenne, il peut conduire aussi au naufrage de l'intégration sud-américaine.

Expérience et alternatives

Quel que soit le scénario prochain, ce sont les peuples qui subiront les embardées s'ils ne parviennent pas à renforcer leur résistance au capital. C'est la principale leçon à tirer des effondrements financiers dont la région a souffert au cours de la décennie précédente. Ces débâcles ont déchaîné des rébellions qui ont permis d'accumuler d'importantes expériences politiques et sociales. Les insurrections ont renversé en Bolivie un long cycle droitier, ont renversé en Équateur différents présidents néolibéraux, ont suscité au Venezuela une polarisation accentuée et ont conduit en Argentine au soulèvement historique de 2001. Elles ont aussi généralisé la lutte pour annuler les privatisations, nationaliser les ressources naturelles et démocratiser la vie politique (22).

En Amérique latine, les opprimés connaissent les conséquences dramatiques du sauvetage des capitalistes et doivent se préparer à affronter l'agression sociale qui va accompagner l'aide nouvelle accordée aux banquiers. Pour faire face à ce scénario les mouvements sociaux, les organisations politiques combatives et les économistes radicaux discutent déjà des propositions alternatives. Plusieurs rencontres ont établi les bases d'une telle plate-forme (Caracas, Buenos Aires, Pékin, Belém) (23).

Ces programmes rejettent les mesures de régulation et de contrôle étatique qui socialisent les pertes des capitalistes. Ils appellent à la mobilisation pour contrôler l'emploi des ressources publiques et dénoncent les menaces qui pèsent sur les droits des peuples. Les propositions ébauchées donnent la priorité au maintien des emplois, à l'interdiction des licenciements, au partage des heures de travail sans réduction des salaires et à la nationalisation des fabriques qui ferment ou qui licencient. Ces mesures sont nécessaires face à la complicité gouvernementale avec les employeurs qui liquident des postes de travail. La médiation étatique dans les négociations (visant la réduction des salaires et non la défense des emplois) est l'autre face des attaques sociales en cours.

Trois mesures débattues sont particulièrement urgentes. En premier lieu la nationalisation sans indemnités des systèmes financiers, pour permettre le contrôle public des crédits dans la conjoncture explosive actuelle. Au lieu de sauver les banquiers il faut les exproprier. Les États doivent récupérer le coût du maintien du fonctionnement des banques en s'appropriant les biens de leurs actionnaires et administrateurs. La nouvelle Constitution de l'Équateur — qui interdit l'étatisation des dettes privées — offre une base pour cette action.

Il faut en même temps effectuer un recensement des grandes fortunes pour empêcher la fuite des capitaux, établir un strict contrôle de change et fermer les succursales off shore. L'ouverture des livres de comptes est indispensable pour connaître la situation de chaque entité. Il faut devancer l'aggravation de la crise en assurant le fonctionnement du secteur qui articule toute l'activité économique.

La seconde mesure urgente c'est la suspension, la révision et l'annulation des dettes publiques externes et internes. Alors que la crise efface les passifs des multimillionnaires dans les économies centrales, l'Amérique latine continue à payer. Les clauses de risque systémique utilisées aux États-Unis pour recalculer le montant et les délais des obligations ne sont pas utilisées dans la région. C'est le moment de

suivre le chemin tracé par l'Équateur en procédant à un audit intégral en vue de mettre à jour les fraudes et les dettes réelles. La Commission équatorienne, qui a révisé les titres émis entre 1976 et 2006, a mis à jour un scandaleux accroissement de l'endettement (de 240 millions de dollars en 1970 à 17,4 milliards de dollars en 2007). Elle a aussi découvert l'absence de registres et des renégociations frauduleuses, conduisant à rembourser des sommes supérieures à celles qui ont été reçues. Si la suspension du paiement de la dette était mise en œuvre de manière conséquente, elle aurait un énorme impact sur la région. Elle remplacerait les défauts de paiement répétitifs par une décision souveraine de mettre les créanciers en accusation.

La troisième mesure que la crise impose est la nationalisation du pétrole, du gaz et de l'industrie minière. Elle permettrait de préserver les ressources dont l'Amérique latine a besoin pour se protéger de l'effondrement mondial. Cette voie a déjà été initiée par le Venezuela et la Bolivie. Evo Morales a récemment décidé de nationaliser une entreprise pétrolière (Chaco) qui n'avait pas respecté les dispositions gouvernementales et avait omis de céder des parts à l'État. En dénonçant le « caractère électoraliste » de cette mesure, la droite bolivienne a involontairement souligné la popularité d'une telle politique. Pourtant ces mesures de nationalisation ont été adoptées avec bien des hésitations et ont été accompagnées — ce qui est une erreur — par le paiement des indemnités. En pleine chute des cours des matières premières de tels errements peuvent être fatals (24).

Le contexte politique

La crise mondiale modifie la perception générale des mesures radicales. Alors que l'effondrement a fissuré l'idéologie néolibérale, personne n'est choqué par les appels à nationaliser, étatiser ou suspendre les paiements de la dette. C'est le moment de profiter de ce contexte pour protéger la population latino-américaine en adoptant des décisions fermes. Mais, les conditions permettant de mettre en œuvre un tournant radical existent-elles ?

Certains analystes estiment que le contexte politique s'est retourné, est devenu défavorable, depuis que la droite a repris du terrain électoral (Chili, Mexique), a renforcé un régime criminel (Colombie), a obtenu des victoires sectorielles (producteurs du soja en Argentine) et a enterré les velléités réformistes de divers gouvernements (Brésil, Uruguay). Il ne fait pas de doute que la droite prépare des contre-offensives dans tous les pays. Mais jusqu'à présent elle a perdu des grandes batailles : elle a raté le coup d'État en Bolivie, a manqué la provocation de la Colombie contre l'Équateur et n'a réussi aucune de ses tentatives séparatistes régionales. Elle n'a même pas été capable de restaurer l'unanimité droitier des années 1990 dans un cadre marqué par les progrès de la conscience antilibérale et anti-impérialiste (25).

De plus, plusieurs gouvernements nationalistes radicaux sont apparus et se maintiennent (Venezuela, Bolivie, Équateur). Ils pourraient prendre l'initiative de la mise en œuvre du programme populaire face à la crise. Ces processus se distinguent des administrations de centre-gauche (Tabaré, Cristina Kirchner, Lula, Bachelet) sur trois plans : ils ont recours à la mobilisation, se heurtent avec l'impérialisme et les classes dominantes et tentent des mesures de redistribution des revenus.

Le caractère progressiste de ces gouvernements s'est encore manifesté face au massacre de Gaza. Morales et Chavez ont adopté une attitude exemplaire de rupture avec Israël, qui a contrasté avec la neutralité diplomatique de leurs collègues sud-américains. Leur position soulignait aussi la complicité criminelle qui a caractérisé presque tous les gouvernements arabes. De plus, en Équateur, en Bolivie et au Venezuela d'importantes avancées démocratiques ont été consacrées à travers de nouvelles Constitutions, approuvées à l'issue de forts affrontements électoraux avec la droite. Sur l'Altiplano bolivien, par exemple, un État plurinational a été reconnu, ainsi que la séparation de l'Église et de l'État et l'interdiction des bases militaires étrangères.

Mais ces gouvernements nationalistes radicaux font face à de grands dilemmes. Ils préservent le soutien populaire, mais les concessions au capital et l'absence de mesures radicales tend à provoquer la lassitude. La crise mondiale ouvre la possibilité de dépasser cette usure en prenant de nouvelles initiatives. La priorité est de neutraliser le putschisme de la droite et d'empêcher le retour des conservateurs. Mais il faut aussi éviter un gel des transformations sociales, qui stabiliserait la couche d'opresseurs qui germe dans les processus populaires.

En Bolivie les élections ont été récemment emportées avec plus de 60 % des suffrages, mais la droite maintient sa force dans les régions défavorables. Au lieu de profiter de la défaite du putsch sécessionniste

il a été fait le choix d'incorporer dans la Constitution plusieurs exigences de l'oligarchie (en particulier le caractère non rétroactif des limitations de la propriété agricole).

Au Venezuela le vigueur des programmes sociaux persiste et un triomphe électoral a été assuré, qui renverse les résultats électoraux précédents, plus défavorables. Mais en même temps on assiste au renforcement de la « boliburguesía » (26) associée au gouvernement, qui recycle l'inégalité sociale et promeut la corruption. En Équateur aussi, alors que la souveraineté politique se consolide, des fortes tensions ont apparu entre le gouvernement et le mouvement indigène, dont la protestation contre la livraison des zones minières à l'exploitation transnationale est légitime.

C'est le moment pour dépasser ces difficultés en radicalisant les processus nationalistes, en renforçant l'axe politique régional avec Cuba et en revitalisant l'ALBA (Alliance bolivarienne des Amériques). Cette association a introduit le principe d'échanges solidaires, a réaffirmé les critères d'action anti-impérialiste et a mis en avant les réformes sociales. Au cours des derniers mois elle a poussé à la mise en œuvre d'un système de compensation monétaire et a multiplié les accords avec la zone des Caraïbes. Mais beaucoup de ces mesures dépendent d'un financement basé sur la rente pétrolière, menacé par la crise.

L'ALBA pourrait jouer un rôle plus significatif dans le nouveau contexte, comme cadre de formulation et d'essais des réponses populaires à la crise économique. La décision du retrait du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), que la Bolivie a déjà initié, est très importante. La campagne pour abandonner le FMI et la Banque mondiale et mettre sur pieds de nouveaux organismes de coopération et de solidarité est également vitale. L'ALBA a tenté de résister à la stagnation, imposée par le Brésil, des projets de la Banque du Sud et du système monétaire latino-américain (SUCRE). Les normes de fonctionnement de ces organismes (vote par pays ou proportionnel au capital apporté), le volume et l'utilisation de leurs fonds, ont été discutés à l'initiative de l'ALBA. Mais aussi longtemps que persiste la tendance des classes dominantes à se protéger individuellement de l'effondrement financier, ces initiatives ne prospéreront pas. Seuls les opprimés — qui agissent sans la contrainte du profit et de la concurrence — peuvent garantir l'unité régionale. La crise mondiale a créé des conditions nouvelles pour avancer vers cet objectif.

Un projet anticapitaliste

L'Amérique latine a joué le rôle d'avant-garde dans la résistance contre le néolibéralisme. Mais la crise actuelle présente un nouveau défi : jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le capitalisme. C'est ce système qui est responsable des désastres actuels et sa persistance exigera encore plus de souffrances populaires. Seulement l'orientation vers l'éradication de l'exploitation, du gaspillage et de l'inégalité permettra de résister à la misère et au chômage qu'augure la débâcle en cours. Cette voie exige d'adopter des mesures antilibérales et anticapitalistes.

La résistance à la crise sera efficace si elle facilite une transition vers le socialisme, à l'opposé de tous les projets de régulation du capitalisme. L'étatisme à la mode tend à recréer les crises comme résultat des difficiles sauvetages payés par la population. Deux perspectives différentes sont en jeu dans tous les débats qui traversent le mouvement social. Par exemple, la Banque du Sud peut être conçue de deux manières : une orientation socialiste exigerait d'utiliser les fonds d'un tel organisme pour financer la réforme agraire, les avancées populaires et les coopératives, alors qu'un modèle capitaliste favoriserait les entreprises locales qui luttent pour des marchés avec des concurrents extérieurs à la région. Le même dilemme détermine les orientations du Fonds régional du Sud (système monétaire de compensation). Il pourrait faciliter la redistribution du revenu ou bien imiter les mécanismes capitalistes de stabilisation, qui régissent l'Union européenne ou l'Asie. L'orientation socialiste exige le retrait du FMI et de la Banque mondiale, alors que l'orientation capitaliste étaye l'illusion qu'il est possible de démocratiser ces organismes.

Seule la perspective du socialisme permettra d'organiser l'économie au service des besoins du peuple, avec des formes de planification économique qui atténueront (et pourront éliminer postérieurement) les traumatisantes turbulences du cycle capitaliste. Le socialisme du futur ne gardera aucune connexion avec les expériences ratées du totalitarisme bureaucratique du XXe siècle. Il mettra en marche l'autogestion collective indispensable pour forger une société égalitaire.

Buenos Aires, le 20 février 2009. Claudio Katz, économiste, chercheur et enseignant, est membre de EDI (Economistas de Izquierda — Économistes de gauche) en Argentine.

Notes :

1. J'ai analysé cette combinaison de suraccumulation des capitaux et de la surproduction des marchandises dans : Katz Claudio, « Codicia, regulación o capitalismo »(30-12-08, <http://katz.lahaine.org>) et « Leçon accélérée du capitalisme », Inprecor n° 541/542 de septembre-octobre 2008.
2. Cf. Alain Gresh, « A l'aube d'un siècle post-américain » et Philip S. Golub, « Ce qui se résolvait hier par la guerre... », Le Monde Diplomatique, novembre 2008.
3. Certains journalistes ont parlé de « Nouvelles nations acquiescentes » pour décrire ce processus, qui a inclus le transfert d'une partie du capital de British Petroleum à des capitalistes chinois, de l'Inco canadienne à des entrepreneurs brésiliens et d'Asarco états-unien à des potentats indiens. Roger Cohen, « El mundo está al revés », La Nación du 2 juin 2008.
4. Les pays du sud-est asiatique tiennent la moitié de la dette états-unienne et la Chine a joué un rôle direct dans le sauvetage de Fanny Mae et Freddie Mac. Cf. Martine Bulard, « Finance, puissances... le monde bascule », Le Monde Diplomatique, novembre 2008.
5. Le concept d'impérialisme collectif a été développé par Samir Amin, « US imperialism, Europe and the middle east », Monthly Review, vol 56, n° 6, novembre 2004.
6. Une entreprise de ce type — comme Cementos Mexicanos — s'est trouvée dans un état critique du fait de l'annulation des commandes provoquée par l'effondrement de l'immobilier, cf. « Cemex un símbolo de la globalización ahora frente a su costado adverso », The Wall Street Journal-La Nación du 11 décembre 2008.
7. Une analyse détaillée de ces problèmes est présentée par Alejandro Canales, « Incluidos y segregados », Crisis de hegemonía de Estados Unidos, Siglo XXI, Mexico 2007.
8. James Monroe, président républicain des États-Unis, a prononcé le 2 décembre 1823 un discours au Congrès, adressé aux Européens, affirmant que le continent américain doit être considéré comme fermé à toute tentative ultérieure de colonisation européenne et qu'en conséquence toute intervention européenne sur ce continent sera considérée comme inamicale par les États-Unis. En échange il s'engageait à ne pas intervenir en Europe. Dans l'immédiat ce message n'eut aucun effet pratique, les États-Unis étant alors dénués de toute puissance militaire ou navale, mais peu à peu l'idée d'une « Amérique américaine » allait apparaître et, en 1823, la mention d'une « doctrine Monroe » fit son apparition. En décembre 1904, le président républicain Théodore Roosevelt a interprété cette doctrine de manière expansionniste, en affirmant que « l'adhésion des États-Unis à la doctrine de Monroe peut forcer les États-Unis, même à contrecœur, dans des cas flagrants d'injustice et d'impuissance, à exercer un pouvoir de police internationale ».
9. La IVe Flotte a prévu de naviguer sur les fleuves intérieurs, avec un équipement équivalent à la Ve Flotte (Golfe persique) et à la VIe Flotte (Méditerranée). Elle sera un complément maritime au contrôle aérien que les États-Unis détiennent déjà dans la zone. Cf. Jules Dufour, « Le retour de la Quatrième Flotte et le futur de l'Amérique latine »,
10. Paul Cammack, « Signos de los tiempos : capitalismo, competitividad y el nuevo rostro del imperio en América Latina », El imperio recargado, CLACSO, Buenos Aires, 2005.
11. Ces entreprises avaient investi dans la région 165 milliards de dollars (10 % du PIB espagnol) et maintenant prédomine une vague de ventes, visible dans la sortie du groupe Marsans de Aerolíneas, la nationalisation des fonds de pension en Argentine (gérées par BBVA) et l'étatisation au Venezuela des filiales locales de Santander. Repsol également cède ses participations au Venezuela, en Bolivie et en Équateur.
12. Entre autres, Francis Fukuyama, John Gray et Mario Diamentto.
13. Arturo Guillén, « La declinación de la hegemonía estadounidense y sus implicaciones para América Latina », Rapport au Second Colloque de la SEPLA, Caracas, 14-16 novembre 2007.
14. C'est l'analyse d'Immanuel Wallerstein, Comprendre le monde — Introduction à l'analyse des système-monde, La Découverte, Paris 2006. Réédité en poche en 2009.
15. Ces analyses remarquent également la subordination des élites locales au capital étranger et la restauration des formes primitives d'accumulation fondées sur la déprédation. Un débat sur ces sujets a été lancé par Miguel Sorans, « ¿Hay una recolonización mundial? », Correspondencia Internacional n° 26, , 2008. Voir aussi : Darío Salines Figueredo « Las coordenadas de la política estadounidense », Crisis de hegemonía de Estados Unidos. Siglo XXI, México 2007.
16. La proportion des exportations en comparaison aux ventes sur le marché intérieur est très importante dans toutes ces firmes.
17. Il s'agit de 514 projets conçus pour la période 2005-2010, concernant l'énergie, les transports et les communications.
18. Cécile Lamarque, « Un accord « historique » sur Itaipu ou une nouvelle manifestation de l'impérialisme brésilien ? », <http://www.cadtm.org/Un-accord-historique-sur-Itaipu-ou>
19. Ruy Mauro Marini, « La dialéctica del desarrollo capitalista en Brasil », Subdesarrollo y revolución, Siglo XXI, México 1985 ; Ruy Mauro Marini, Dialéctica de la dependencia, ERA, México 1985.
20. Ruy Mauro Marini, « Razones del neo-desarrollismo », Revista Mexicana de Sociología año XL, vol. XL, 1978.
21. Immanuel Wallerstein, op. cit., chapitre 5.
22. Katz Claudio, Las disyuntivas de la izquierda en América Latina, Ediciones Luxemburg, Buenos Aires 2008, (cap 1).
23. Voir : Conférence Internationale d'Économie Politique : Réponses du Sud à la crise économique mondiale, Déclaration Finale, Caracas, 8-11 octobre 2008, dans Inprecor n° 541/542 d'octobre-novembre 2008 ; « Sauver les peuples, non les banques », Déclaration de la Société d'Économie Politique et Pensée Critique, Buenos Aires, 24 octobre 2008 ; « La crise économique mondiale : une opportunité historique pour la transformation », Pekin, octobre 2008 (<http://www.cadtm.org/La-crise-financiere-mondiale-une>)
24. L'achat des actions de Sidor au groupe argentin Techint par le Venezuela pour 1,65 milliard de dollars est un exemple de telles maladroites. Notons qu'en agissant comme le représentant direct des capitalistes, le gouvernement de Cristina Kirchner a dû insister pour accélérer le paiement !
25. Les enquêtes périodiques de Latin-barómetro indiquent un fort soutien populaire aux mobilisations, une critique des inégalités sociales et la mise en cause du marché. Cf. La Nación du 17 décembre 2008.
26. Une « bourgeoisie bolivarienne » : terme employé pour caractériser les carriéristes établis dans l'appareil d'État qui profitent de leur situation pour s'enrichir, voire pour accumuler le capital, et freinent les mesures sociales radicales.

La roue de l'Histoire tourne au Venezuela en Equateur et en Bolivie

Par **Éric Toussaint**

Point 1 : Impact de la crise économique mondiale

Le Venezuela, l'Équateur et la Bolivie ont été directement affectés par la crise capitaliste mondiale qui a éclaté à partir de 2007. La très forte chute du prix du pétrole au cours du second semestre 2008 a réduit de manière draconienne les recettes de l'État qui dépendent fortement de l'exportation des hydrocarbures. Dans le cas de l'Équateur, il faut ajouter l'importante réduction des envois des migrants à leur famille d'origine (réduction de 27 % au premier trimestre 2009 par rapport au premier trimestre 2008). Les migrants sont directement touchés par les licenciements massifs dans le secteur de la construction immobilière aux États-Unis et en Espagne (il y a environ 3 millions d'émigrés équatoriens). La Bolivie est également touchée par ce phénomène — réduction de 16 % au cours du premier semestre de 2009 par rapport au premier semestre de 2008 (1) — tandis que le Venezuela n'a pas du tout été affecté dans la mesure où il y a très peu de travailleurs migrants vénézuéliens. La remontée du prix du baril de pétrole à un prix entre 50 et 70 dollars au cours du second et du troisième trimestre 2009 a amélioré la situation, laquelle était de toute façon restée sous contrôle dans la mesure où les trois pays disposent d'importantes réserves de change accumulées entre 2004 et 2008. De ce point de vue, l'Équateur est le moins bien loti des trois, ce qui explique son action résolue pour réduire le service de la dette extérieure (voir plus loin).

Globalement, la crise mondiale a eu des conséquences nettement moins négatives sur ces trois pays que sur ceux qui ont continué à appliquer radicalement des politiques néolibérales au cours des dernières années, comme le Pérou, la Colombie et le Mexique.

Point 2 : Montée de l'agressivité de Washington et de ses alliés dans la région

L'agressivité des États-Unis à l'égard des gouvernements vénézuélien, bolivien et équatorien augmente dans la mesure où ils réagissent à une réduction de leur emprise sur l'ensemble de l'Amérique latine et de la Caraïbe qu'ils attribuent en particulier à Hugo Chávez (et à Cuba, mais de ce côté, ce n'est pas nouveau).

Quelques signes de cette perte de contrôle : lors des négociations qui ont suivi l'agression de l'Équateur par la Colombie le 1er mars 2008 (2), au lieu de recourir à l'Organisation des États américains (OEA) dont les États-Unis font partie, les présidents latino-américains se sont réunis à Santo Domingo sans les grands voisins du Nord dans le cadre du Groupe de Rio et ils ont clairement donné tort à la Colombie, alliée des États-Unis. En 2008, le Honduras, traditionnellement et entièrement subordonné à la politique de Washington, a rejoint Petrocaribe créé à l'initiative du Venezuela afin de fournir aux pays de la région, non exportateurs d'hydrocarbures, du pétrole à un prix inférieur au prix du marché mondial. Le Honduras a également adhéré à l'ALBA, autre initiative d'intégration régionale lancée par le Venezuela et Cuba. En décembre 2008, a eu lieu un important sommet réunissant la plupart des présidents latino-américains à Salvador de Bahia, avec la présence remarquable du chef d'État cubain, Raul Castro, à côté duquel était assis Felipe Calderon, président du Mexique qui, jusqu'à récemment, adoptait une attitude hostile à l'égard de Cuba suivant ainsi les injonctions de Washington. Quelques mois plus tard, l'OEA décidait, malgré l'opposition des États-Unis, de réintégrer Cuba qui en avait été exclu en 1964. En 2009, l'Équateur a rejoint lui aussi l'ALBA et a mis fin à la concession de la base de Manta octroyée à l'armée des États-Unis.

Depuis le début des années 2000, Washington a tenté systématiquement de contrecarrer le tournant à gauche pris par les peuples d'Amérique latine : soutien au coup d'État contre Chávez en avril 2002, soutien financier massif à l'opposition anti-chaviste, soutien à la grève patronale vénézuélienne de décembre 2002 - janvier 2003, intervention active de l'ambassadeur des États-Unis en Bolivie pour empêcher l'élection d'Evo Morales, téléguidage de l'intervention de la Banque mondiale en Équateur en 2005 pour obtenir la démission de Rafael Correa alors ministre de l'Économie et des Finances, organisation de manœuvres militaires conjointes dans le Cône Sud, réactivation de la 4e flotte, très forte augmentation de l'aide militaire à son allié colombien qu'il utilise comme tête de pont dans la région andine. Et pour surmonter l'échec de

la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA) de novembre 2005, la négociation et/ou la signature d'un maximum de traités de commerce bilatéraux (Chili, Uruguay, Pérou, Colombie, Nicaragua, République dominicaine, Salvador, Guatemala, Honduras, Costa Rica).

L'agressivité des États-Unis contre la contagion chaviste en Amérique latine est montée d'un cran en juin-juillet 2009 avec le coup d'État militaire au Honduras qui a renversé le président libéral Manuel Zelaya. Le Pentagone n'avait pas digéré le virage à gauche d'un président dont il attendait un comportement docile car, à ses yeux, le Honduras fait partie de ses subordonnés dans la région. En imaginant même, ce qui est hautement improbable, que les généraux honduriens aient agi de leur propre initiative en concertation avec la classe capitaliste locale qui n'acceptait pas la perspective de l'élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante voulue par le président Zelaya, il est inconcevable que Roberto Micheletti, le fantoche désigné par ces militaires, puisse rester au pouvoir si les États-Unis s'y opposent réellement. Ceux-ci forment depuis des décennies les généraux honduriens ; ils maintiennent dans le pays une importante base militaire à Soto Cano (avec 500 militaires états-uniens présents en permanence) ; ils ont largement financé l'opposition au président Zelaya, comme l'a reconnu Hillary Clinton après le coup ; leurs transnationales, notamment de l'agrobusiness, sont fortement implantées dans ce pays qu'elles considèrent comme une république bananière.

Afin d'augmenter encore un peu plus la menace contre le Venezuela et l'Équateur, Washington a obtenu du président Alvaro Uribe l'annonce en juillet 2009 de l'octroi aux militaires états-uniens de sept bases colombiennes. Le délai très court qui relie le coup militaire au Honduras à l'annonce du président colombien n'est en rien une coïncidence : Washington indique là très clairement vouloir mettre un coup d'arrêt à l'extension de l'ALBA et tuer dans l'œuf le socialisme du XXI^e siècle. Il serait irresponsable de sous-estimer la capacité de nuisance de Washington et la continuité qui marque la politique extérieure des États-Unis malgré l'accession de Barack Obama à la présidence et une rhétorique plus soft. Washington continue à utiliser plusieurs méthodes : le financement massif de différents mouvements d'opposition dans le cadre de sa politique de « renforcement de la démocratie », le lancement de campagnes médiatiques de discrédit à l'égard des gouvernements qui ne partagent pas son orientation (Cuba, Venezuela, Bolivie, Équateur, Nicaragua, le Honduras de Manuel Zelaya...), le soutien aux mouvements séparatistes en Bolivie (la media luna, capitale Santa Cruz), en Équateur (la ville de Guayaquil et sa province) et au Venezuela (l'État pétrolier de Zulia, capitale Maracaïbo), le soutien à des agressions militaires comme celle perpétrée par la Colombie en Équateur en mars 2008 ainsi qu'à des actions de forces paramilitaires colombiennes ou autres au Venezuela.

Il est frappant de constater que l'Union européenne adopte une politique très proche de celle de Washington. Déjà lors du putsch contre Chávez, le 11 avril 2002, l'Union européenne, par la voix de José Maria Aznar, avait apporté son soutien aux putschistes. En août 2009, elle a annoncé qu'elle maintient les accords commerciaux avec le Honduras et qu'elle ne dénoncera pas comme illégales les élections organisées dans ce pays par les putschistes. En matière de négociations et de signatures de traités de libre commerce, l'Union européenne est aussi agressive que les États-Unis quand elle n'exige pas des concessions encore plus importantes que celles accordées par les pays latino-américains à Washington.

Point 3 : Asymétrie du traitement de l'information par les grands médias des pays industrialisés

Il convient de prendre la mesure du danger que constitue l'attitude systématiquement hostile adoptée par l'écrasante majorité des grands médias européens et nord-américains (ainsi que par l'organisation Reporters sans frontières) à l'égard des expériences en cours en Équateur, en Bolivie et au Venezuela. Cette hostilité n'a d'égale que le silence embarrassé et complice à l'égard des putschistes honduriens ou de la répression exercée par l'armée péruvienne contre les Indiens d'Amazonie.

Pour illustrer cette affirmation, quelques faits récents.

1) Le 5 juin 2009, l'armée péruvienne a massacré à Bagua plus de 50 Indiens d'Amazonie qui protestaient contre les concessions de terres accordées par le gouvernement d'Alan Garcia aux transnationales étrangères, principalement européennes. Cela n'a pas provoqué la réprobation des grands groupes de presse mondiaux (3). Ceux-ci donnaient alors la priorité quasi exclusive aux protestations en cours en Iran. Non seulement la presse n'a pas réprouvé la répression au Pérou, mais à peine y a-t-elle fait écho. Or, le mécontentement était tel au Pérou que le gouvernement a dû annoncer l'abrogation du décret présidentiel contre lequel les Indiens d'Amazonie étaient entrés en lutte. Encore une fois, la couverture par les médias

de ce recul du gouvernement a été quasiment nulle. Posons-nous la question suivante : si une intervention de l'armée vénézuélienne ou équatorienne avait provoqué la mort de dizaines d'Indiens d'Amazonie, quelle aurait été la couverture médiatique ?

2) Lorsque le président constitutionnel Manuel Zelaya a été renversé par les militaires le 28 juin, l'écrasante majorité des médias a déclaré, en contradiction totale avec la vérité, que les militaires réagissaient à sa volonté de modifier la Constitution afin de rester au pouvoir. De nombreux médias ajoutaient qu'il suivait en cela l'exemple d'Hugo Chávez, présenté comme un dirigeant populiste autoritaire. En réalité, Manuel Zelaya proposait aux citoyens honduriens de se prononcer en faveur de l'organisation d'élections générales à une Constituante ce qui aurait représenté une réelle avancée démocratique dans ce pays (4). Alors que les mouvements populaires d'opposition aux putschistes ont multiplié grèves et manifestations en juillet, en août et septembre, les grands médias y ont à peine consacré quelques lignes.

3) Début août 2009, l'intention des autorités vénézuéliennes de remettre en cause le droit d'émettre de 34 radios et télévisions a trouvé un écho important dans la presse internationale sur le thème : « C'est une preuve de plus de la quasi disparition du droit d'expression et de critique dans ce pays autoritaire ». La manière dont la grande presse traite la situation des médias au Venezuela est unilatéralement hostile aux autorités du pays, alors que 90 % des médias vénézuéliens sont privés et soutiennent, pour la plupart très activement, des campagnes de désinformation. Globovision, une des principales chaînes de télévision privées, a participé activement au coup d'État militaire contre Chávez le 11 avril 2002 (5). Elle a systématiquement menti à la population pendant les événements (6). Or elle n'a jamais fait l'objet d'une interdiction d'émettre. Quel est le grand média européen ou nord-américain qui mentionne ce fait ? Quel grand média européen ou nord-américain informe le public sur le fait que l'écrasante majorité des médias est contrôlée par le secteur privé ? Qu'ils représentent plus de 90 % de l'audimat au niveau télévisuel. Qu'ils attaquent avec une violence extrême le gouvernement présenté comme une dictature et que certains d'entre eux, bien qu'ayant participé activement au coup d'État contre un président constitutionnel, continuent à émettre librement depuis sept ans. Peut-on imaginer que le général De Gaulle n'aurait pas pris des mesures répressives à l'égard d'un journal, d'une radio ou d'une télévision qui aurait soutenu activement le coup de l'OAS au moment de la guerre d'Algérie ? Trouverait-on normal que le gouvernement espagnol ne prenne pas des mesures contre les médias qui auraient soutenu activement en temps réel le colonel Tejero lorsque, à la tête d'un groupe de militaires putschistes, il a menacé d'une arme les députés présents aux Cortes ? (7)

Il faut prendre conscience de l'asymétrie avec laquelle la presse traite des événements et garder dès lors un esprit hautement critique. Le discrédit porté contre Hugo Chávez, Rafael Correa et Evo Morales est tel qu'il prépare l'opinion publique internationale à la passivité au cas où une nouvelle tentative de coup d'État aurait lieu ou à l'approbation de mesures agressives prises par un gouvernement comme celui des États-Unis. Parmi les accusations insidieuses dénuées de fondement, on peut lire dans les journaux espagnols (dont El País) que la campagne électorale de Rafael Correa a été financée par les FARC. On peut y lire également que les autorités vénézuéliennes ne combattent pas le narcotrafic.

4) Les dépenses d'armement. A lire la presse européenne ou d'Amérique du Nord, on a nettement l'impression que le Venezuela est en train de faire d'importantes dépenses d'armement (notamment auprès de la Russie,) ce qui constituerait une menace pour la paix dans la région. Or si l'on en croit la CIA (8), la situation est toute différente, le de l'Argentine, du Chili (beaucoup moins peuplé que le Venezuela et considéré comme un modèle), budget militaire vénézuélien est le 6e de la région par ordre d'importance, il vient après ceux du Brésil, de la Colombie et du Mexique. En termes relatifs, ramené au produit intérieur brut de chaque pays, le budget militaire vénézuélien vient au 9e rang de l'Amérique latine ! A-t-on pu lire cette information dans la grande presse ? Par contre, on aura pu lire en août 2009 que la Suède demandait des comptes au Venezuela parce que le gouvernement colombien avait dénoncé son voisin une fois de plus comme fournisseur d'armes à la guérilla des FARC. La Suède avait en effet déclaré à la Colombie que des missiles SAAB retrouvés dans un camp des FARC avaient été fournis au Venezuela. Qui a pu lire la réponse détaillée donnée par Hugo Chávez ? Les missiles en question avaient été volés dans un port vénézuélien en 1995, quatre ans avant que Chávez n'accède à la présidence de la République...

Point 4 : les mouvements de gauche peuvent arriver au gouvernement mais ils ne détiennent pas pour autant le pouvoir

Le problème se pose en Équateur avec l'élection de Rafael Correa en 2006, au Venezuela avec celle d'Hugo Chávez en 1998, en Bolivie avec celle d'Evo Morales en 2005... tout comme c'était le cas avec

l'élection de Salvador Allende en 1970 au Chili. La question se pose en fait pour n'importe quel mouvement de gauche qui arrive au pouvoir dans une société capitaliste. Quand une coalition électorale ou un parti de gauche arrive au gouvernement, il ne détient pas le pouvoir réel parce que le pouvoir économique est en possession de la classe capitaliste (groupes financiers, industriels, bancaires, grands médias privés, le grand commerce, etc.). Cette classe capitaliste détient le pouvoir économique. De plus, elle contrôle l'État, l'appareil judiciaire, les ministères de l'Économie et des Finances, la banque centrale... En Équateur comme en Bolivie ou au Venezuela, si le gouvernement veut réellement des changements structurels, il doit entrer en conflit avec le pouvoir économique pour pouvoir mettre fin au contrôle de la classe capitaliste sur les moyens de production, de service, de communication et sur l'État. Dans ces pays, le gouvernement est en conflit avec la classe capitaliste mais les changements structurels sur le plan économique n'ont pas encore été réalisés. Le Venezuela, qui est le pays où les changements ont le plus avancé, reste clairement un pays capitaliste (voir plus loin).

Essayons-nous à une comparaison historique. En 1789, quand, grâce à la Révolution, la bourgeoisie a pris le pouvoir politique en France, elle détenait déjà le pouvoir économique. Avant de conquérir le pouvoir politique en 1789, les capitalistes français étaient les créanciers du Roi de France et les propriétaires des principaux leviers du pouvoir économique (la banque, le commerce, les manufactures et une partie des terres). Après la conquête du pouvoir politique, ils ont dominé totalement l'État en expulsant les représentants des anciennes classes dominantes (noblesse et clergé) ou en les soumettant entièrement. L'État est devenu une machine bien huilée au service de l'accumulation du capital.

A la différence de la classe capitaliste, le peuple n'est pas en mesure de prendre le pouvoir économique s'il n'accède pas au gouvernement. La répétition par le peuple de l'ascension progressive vers le pouvoir qu'ont réalisée les bourgeois dans le cadre de la société féodale ou de petite production marchande est impossible. Le peuple n'accumule pas des richesses matérielles à grande échelle, il ne dirige pas les entreprises industrielles, les banques, le grand commerce et les autres services. C'est à partir du pouvoir politique que le peuple peut entreprendre les transformations au niveau de la structure économique et commencer la construction d'un nouveau type d'État basé sur l'autogestion.

C'est pourquoi il est fondamental de mettre en place une relation interactive entre un gouvernement de gauche et le peuple. Ce dernier doit renforcer son niveau d'auto-organisation et construire d'en bas des structures de pouvoir populaire. Cette relation interactive, dialectique, peut devenir conflictuelle si le gouvernement hésite à prendre les mesures que réclame la « base ». La pression de celle-ci est vitale pour convaincre un gouvernement de gauche d'approfondir le processus des changements structurels qui implique une redistribution radicale de la richesse en faveur de celles et ceux qui la produisent. Pour cela, il s'agit de mettre fin à la propriété capitaliste des grands moyens de production, de service, de commerce et de communication, en transférant ceux-ci vers le secteur public et en développant ou en renforçant d'autres formes de propriété à fonction sociale : la petite propriété privée (notamment dans l'agriculture, la petite industrie, le commerce, les services), la propriété coopérative, la propriété collective et les formes de propriétés traditionnelles des peuples originaires (qui contiennent généralement un haut degré de propriété collective).

Point 5. La classe capitaliste livre de véritables batailles rangées contre les gouvernements du Venezuela et de Bolivie. En Équateur, la situation est un peu moins tendue.

Le Venezuela et la Bolivie connaissent de véritables batailles entre la gauche au gouvernement et la droite qui, bien qu'étant dans l'opposition, détient le pouvoir économique et médiatique (sans compter les puissants appuis qu'elle compte dans l'appareil d'État — les ministères, la justice, une partie de l'armée — et dans la hiérarchie des Églises, catholique surtout, et protestante). La situation est comparable en Équateur, même si les tensions très fortes n'ont pas pris (jusqu'ici ?) la forme de véritables batailles rangées. Peut-être parce que Rafael Correa a fait une place dans son gouvernement à des défenseurs des intérêts du grand capital. Cette hypothèse est à vérifier.

Au Venezuela, les batailles les plus agressives livrées par la droite ont commencé après trois ans de gouvernement Chávez, c'est-à-dire début 2002. Cela a pris la forme d'affrontements majeurs comme le coup d'État d'avril 2002, la grève patronale de décembre 2002-janvier 2003, l'occupation de la place Altamira à Caracas par des généraux séditionnaires et des dirigeants de l'opposition politique. Elles ont commencé à fortement baisser d'intensité après août 2004 grâce à la victoire du non au référendum

révocatoire du président Chávez (9). Depuis lors, la droite cherche des occasions pour reprendre l'initiative mais sa capacité de mobilisation a été fortement réduite.

En Bolivie, la droite a livré de véritables batailles en 2007 et en 2008 après moins de deux ans de gouvernement Morales. Elle a utilisé la violence à plusieurs reprises et choisi une stratégie de batailles frontales en 2008 (voir plus loin). La victoire d'Evo Morales au référendum révocatoire d'août 2008 avec 67,43 % des voix (10) n'a pas entraîné une réduction de la violence de la droite. Au contraire, cette violence est allée crescendo pendant plusieurs semaines après son échec au référendum, notamment parce qu'elle se sentait capable de réunir une majorité dans plusieurs provinces-clés de l'Est du pays. La réaction très forte du gouvernement et la mobilisation populaire face au massacre de partisans d'Evo Morales dans la province de Pando (combinée à la condamnation internationale notamment de la part de l'UNASUR qui s'est réunie de manière extraordinaire en septembre 2008 pour apporter son soutien au gouvernement d'Evo Morales) ont fini par provoquer un armistice (provisoire). Après un an de boycott, la droite s'est engagée à accepter l'organisation du référendum sur la nouvelle Constitution. Cela a débouché sur une nouvelle victoire pour Evo Morales fin janvier 2009 : la nouvelle Constitution a été approuvée par 62 % des votants. Les affrontements qui ont eu lieu en Bolivie en 2008 sont analysés plus loin dans cet article.

Éric Toussaint, président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), est membre du Comité international de la IVe Internationale et militant de sa section belge (LCR-SAP). Il a publié récemment, entre autres, « Banque du Sud et nouvelle crise internationale », Liège-Paris 2008 et, avec Damien Millet, « 60 Questions 60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale », Liège-Paris 2008.

Notes :

1. http://www.derechoshumanosbolivia.org/noticia.php?cod_noticia=NO20090906140635
2. L'Armée colombienne a bombardé et a capturé des éléments d'un camp de la guérilla des FARC en territoire équatorien, faisant une vingtaine de morts, dont des civils. Il faut savoir que l'armée colombienne, pourtant extrêmement forte, est très peu présente sur la frontière Colombie-Équateur, ce qui permet à la guérilla des FARC d'y installer certains camps dont celui où se trouvait, à cette époque, un de ses principaux dirigeants, Raul Reyes, responsable des relations internationales. Le gouvernement colombien, entièrement couvert par les États-Unis, a utilisé les méthodes appliquées systématiquement par l'armée israélienne à l'égard de ses voisins : y mener des opérations militaires au mépris de leur souveraineté. L'Équateur a régulièrement reproché à la Colombie de ne pas assurer un contrôle adéquat de la frontière commune entre les deux pays.
3. Voir <http://www.cadtm.org/Le-CADTM-est-pleinement-solidaire> et <http://www.cadtm.org/Perou-le-massacre-de-Bagua>
4. Voir Cécile Lamarque et Jérôme Duval, « Honduras : Pourquoi le coup d'État ? », 17 septembre 2009, www.cadtm.org/Honduras-Pourquoi-le-coup-d-Etat
5. Un reportage réalisé par Globovision a fait le tour du monde le 11 avril 2002 et dans les jours qui suivirent le coup militaire. Il s'agit d'un montage qui falsifie la réalité. On y voit des civils présentés comme chavistes en train de tirer au pistolet à partir d'un pont dans une direction qui n'est pas identifiable. La voix off du journaliste de Globovision affirme que les chavistes sont en train d'abattre des manifestants d'opposition qui défilent pacifiquement dans la rue passant en dessous du pont. Le parquet vénézuélien a pu reconstituer le déroulement exact des faits à partir de l'analyse des reportages et des différentes photos prises par des particuliers le 11 avril 2002. En fait, les militants chavistes qui, selon Globovision, tiraient sur des manifestants répondaient en réalité à des tirs provenant d'un blindé de la police métropolitaine alliée aux putschistes. Les manifestants d'opposition n'étaient plus dans la rue vers laquelle tiraient les chavistes au moment des faits. (...)
6. Il est intéressant de mentionner à ce propos l'initiative prise par le gouvernement d'Hugo Chávez le 11 avril 2008 — six ans après le coup d'État. Le gouvernement a utilisé son droit de passage sur les antennes privées et publiques pour faire rediffuser l'intégralité du reportage réalisé par les chaînes privées anti-chavistes (Globovision, RCTV...) de la séance officielle d'intronisation du président et du gouvernement putschiste dans un des salons du palais présidentiel Miraflores. Le programme auquel tous les spectateurs vénézuéliens ont pu assister le 11 avril 2002, a donc été rediffusé sans aucune coupure et sans aucun commentaire critique de la part du gouvernement chaviste. Celui-ci a compté sur l'esprit critique de la société vénézuélienne pour qu'elle se fasse elle-même une opinion sur la complicité active des médias privés avec les responsables du coup parmi lesquels on a pu reconnaître les principales autorités de l'Église catholique, les chefs militaires factieux, le dirigeant du syndicat jaune CTV (Centrale des Travailleurs du Venezuela), les dirigeants d'entreprises privées et le président de la Fédération patronale vénézuélienne (Fedecamaras), Pedro Carmona. A noter que ce président qui a occupé le pouvoir pendant à peine environ 36 heures est aujourd'hui affublé communément du sobriquet « Pepe el breve » (Pépin le Bref).
7. Le 23 février 1981, à la chambre haute du Parlement, a eu lieu une tentative de Coup d'État organisée par des secteurs franquistes. Le colonel Tejero qui la dirigeait, a menacé d'une arme les députés et les a pris en otage au moment de l'investiture du nouveau président de gouvernement.
8. Voir <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html> , consulté en mars 2009
9. Le référendum révocatoire a constitué une véritable défaite politique pour la droite puisque Chávez a été plébiscité avec 59,1 % de suffrages en sa faveur (5 800 629 voix), soit 1 810 000 voix de plus que ceux qui se sont exprimés pour sa révocation http://es.wikipedia.org/wiki/Refer%C3%A9ndum_presidencial_de_Venezuela_de_2004
10. http://es.wikipedia.org/wiki/Refer%C3%A9ndum_revocatorio_de_Bolivia_de_2008 et <http://www.nodo50.org/plataformabolivariana/Externos/ResultadosRefRevBolivia.pdf>

Venezuela : «Il faut que les secteurs qui soutiennent la révolution agissent de manière autonome»

Entretien avec Gonzalo Gómez Freire (co-fondateur de « Aporrea »)

Gonzalo Gómez est cofondateur du site alternatif et populaire d'informations www.aporrea.org, né en 2002 à partir d'un organisme de coordination du mouvement populaire «Asamblea Popular Revolucionaria» créé pour s'opposer au coup d'Etat de droite. Il est également membre de « Marea Socialista », un courant politique, syndical et de jeunesse au sein du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), le parti de Chavez, et est actif dans la centrale syndicale « Unión Nacional de Trabajadores » (UNETE). Marea Socialista est né en 2006 comme courant politico-syndical dans le syndicat UNT et il a participé au processus de construction du PSUV initié par le président Chavez en 2007. Il s'agit d'un courant marxiste révolutionnaire critique, qui publie un journal et participe aux différentes mobilisations et luttes populaires et ouvrières dans le pays.

Il y a 9 ans, le mouvement populaire a mis en échec le coup d'Etat contre le président Chavez. Quel bilan tires-tu de cette période ?

Par rapport au coup d'Etat, la leçon la plus importante est la nécessité de la participation des masses populaires, du peuple, comme seule force capable de mettre en déroute les tentatives putschistes et les conspirations de la droite vénézuélienne et impérialiste. On sait que c'est cette participation populaire qui, dans la mobilisation du 13 avril 2002, a été capable d'opposer une riposte massive et de faire échec au coup d'Etat, ensemble avec des secteurs des forces armées qui ont défendu le président Chavez.

Mais on sait moins ce qui a été fait le 11 avril pour tenter d'empêcher le développement du coup d'Etat. Et cela parce que, ce jour là, le gouvernement n'a pas fait le choix d'impulser la mobilisation populaire pour se défendre, il a au contraire appelé à faire confiance à l'armée, en prétendant que tout était sous contrôle, que le lock-out patronal et la participation de la bureaucratie syndicale à la tentative de renversement étaient mis en échec. Le gouvernement avait invité la population, sans doute par prudence et pour éviter un bain de sang, à aller travailler normalement et à ne pas tomber dans les provocations.

Nous avons lu, dans un journal uruguayen, un entretien avec Hugo Chávez dans lequel il affirme que, face au coup d'Etat, ce sont ses capitaines et le peuple qui l'ont sauvé. Quel est le secteur que tu considères comme ayant été le plus déterminant ?

Ce fut une combinaison des deux, car avant que des secteurs des forces armées ne puissent agir, il était nécessaire de compter sur une participation décisive du peuple, qui les a encouragés et leur a donné une base d'appui. Ce fut donc une combinaison de type civico-militaire. Mais il faut insister : on n'a pas appelé le peuple à descendre dans la rue pour affronter le coup d'Etat car on craignait que cela ne débouche sur un massacre.

L'« Asamblea Popular Revolucionaria », ensemble avec d'autres collectifs et mouvements populaires dans les quartiers de Caracas, nous insistions au contraire sur la nécessité d'appeler le peuple à s'affronter au coup d'Etat, car la droite était précisément en train de mobiliser la classe moyenne et la bourgeoisie pour faire croire que c'était le peuple qui était en train de chasser le gouvernement, alors qu'il s'agissait d'une conspiration ourdie par des partis d'opposition, des militaires, par la bureaucratie syndicale et les sommets de l'Eglise. Nous pensons que c'est la présence du peuple, présent massivement dans la rue dès le 11 avril qui a été l'élément déterminant pour qu'ensuite se produise la gigantesque mobilisation du 13 avril qui a permis le retour du président.

Les secteurs qui se sont mobilisés en faveur de la sauvegarde du processus bolivarien sont ils toujours aussi actifs ?

L'avant-garde populaire continue à participer activement au processus. Mais il y a des attentes qui

n'ont pas été pleinement satisfaites, malgré toutes les conquêtes et tous les acquis que nous avons eu, et cela provoque une usure et une démoralisation dans certains secteurs des masses populaires, qui cessent de participer ou le font avec moins d'énergie qu'auparavant. Cela a beaucoup à voir avec les rythmes du processus. Je crois que, parfois, la dégénérescence ou le pourrissement des conquêtes que nous arrachons est plus rapide que l'approfondissement de la révolution. Là réside un grave danger, car cela met tout bonnement en péril la continuité du processus.

Quelles sont les conquêtes qui te semblent les plus significatives jusqu'à présent ?

Il y en a de plusieurs types. D'une part, en ce qui concerne la défense de la souveraineté en matière économique et en politique internationale. Au Venezuela, il n'y a pas de bases US. Ici, la DEA n'exerce aucun contrôle sur la lutte contre le trafic de drogues. On fait payer des impôts aux multinationales ; le pays n'est pas soumis aux directives internationales des Etats-Unis ; il a une politique d'intégration latino-américaine, sud-américaine. Et nous avons des forces armées qui ont cessé d'être ce qu'elles furent car elles ont ici des liens plus étroits avec le peuple, en accomplissant des tâches sociales avec la population.

D'autre part, il y a les conquêtes sociales, les « Missions », qui ont permis d'améliorer la santé ou l'accès à l'enseignement, pour ne mentionner que les plus connues. L'augmentation des effectifs universitaires, l'élimination de l'analphabétisme, la réduction des indices de pauvreté sont notables en comparaison avec la situation sous la IVe République. Il y a, enfin, la question de la participation populaire, la construction d'organismes communautaires et une meilleure participation politique. Tout cela est l'expression d'une révolution démocratique avec des éléments d'une révolution anti-impérialiste. Mais cela ne signifie pas que nous sommes dans le socialisme.

Ce que l'on appelle le « Socialisme du XXIe siècle » n'existe donc pas au Venezuela ? Comment définir, alors, les rapports sociaux actuels ?

Le terme « Socialisme du XXIe siècle » n'est pas réellement défini, c'est plus un slogan pour souligner qu'il ne s'agit pas de ce que l'on appelait le « socialisme réel », le vieux socialisme bureaucraté qui existait en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est. C'est de ce socialisme là qu'il faut se distinguer. Tout comme celui du réformisme, qui n'est pas un socialisme car il a pour but de donner un maquillage démocratique et social au système capitaliste, avec un processus très prolongé d'une prétendue transformation qui, nous le savons, ne mène qu'à la défaite.

Or, ou bien les travailleurs et les secteurs populaires mobilisés assument réellement le pouvoir et font des transformations accélérées, ou bien les processus révolutionnaires s'usent, se détériorent et sont liquidés. Nous ne savons pas encore vers où ira ce « Socialisme du XXIe siècle ». Au Venezuela, cela fait débat, certains parlent de transition au socialisme, mais nous vivons encore clairement dans une société capitaliste.

Quelles sont les particularités de cette société capitaliste au Venezuela aujourd'hui ?

La différence et la particularité réside dans le fait que le contrôle de l'appareil d'Etat se trouve dans les mains d'un secteur lié aux mouvements sociaux et populaires. Et dans ces secteurs figurent y compris des militaires qui ont commencé à réagir face aux massacres du 27 février (1989 : émeutes populaires à Caracas réprimées dans le sang, NdT) en se mettant au côté des classes populaires.

Quelle est donc ta définition de l'Etat vénézuélien d'aujourd'hui ?

Il y a eu au Venezuela une révolution démocratique avec des éléments liés aux mouvements sociaux et anti-impérialistes qui sont toujours en développement et cette situation a aiguë les contradictions entre le capital et le travail. Il s'agit d'une expérience très importante, où l'on tente par exemple des expériences de contrôle ouvrier dans des entreprises nationalisées. Il y a également des expériences de conseils de travailleurs pour discuter sur comment on produit, comment fonctionnent et se gèrent les entreprises, y compris la comptabilité. Cela indique dans quel sens nous voulons que la société évolue. Il y a la volonté de désigner les gérants parmi les travailleurs, à partir du mouvement ouvrier, mais il y a aussi beaucoup de résistance de la part de secteurs bureaucratiques de l'Etat.

Ce processus de contrôle ouvrier est en train de s'étendre, de se généraliser ?

Qualitativement, ce processus est très important parce qu'il se déroule dans des entreprises stratégiques telles que l'industrie des métaux, la sidérurgie ou l'aluminium. Il a acquis une certaine ampleur dans l'Etat de Guayana, où les travailleurs et les organisations syndicales l'appliquent dans l'entreprise nationale d'électricité. Par contre, dans l'entreprise pétrolière PDVSA, il n'y a pas de contrôle ouvrier, malgré le fait que, quand il y a eu le lock-out et le sabotage patronal, on a vu apparaître des organes de contrôle ouvrier et communautaire avec des travailleurs, quelques cadres et les communautés de voisins, mais tout cela a disparu.

Il faut souligner le fait qu'il existe des résistances fortes au sein des secteurs bureaucratiques de l'appareil d'Etat, qui veulent que le contrôle ouvrier ne soit pas effectif et réel. Des hauts fonctionnaires liés à l'appareil gouvernemental ne veulent pas l'étendre car ce sont eux qui tirent profit des transactions avec les entreprises capitalistes. Les travailleurs s'affrontent à cette résistance, ce qui donne lieu à des mobilisations, comme à Guayana. Il y a également le cas de syndicats qui veulent représenter les travailleurs, servir de porte-voix, mais quand ils voient que les travailleurs organisent des comités et qu'ils fonctionnent en assemblées générales, ils refusent de céder du terrain.

Le 31 mars a eu lieu à Caracas une importante manifestation appelée par l'UNETE, quels étaient ses objectifs et demandes ?

L'UNETE est une organisation des travailleurs, elle a appelé à cette manifestation avec des délégués de base et des collectifs sociaux. Ses principales revendications étaient centrées sur des questions d'améliorations salariales et des conditions de travail, pour l'accélération des négociations sur les conventions collectives du travail, car elles sont très en retard. Il existe des cas scandaleux, comme par exemple celui des travailleurs de la télévision qui n'ont toujours pas de convention collective depuis 21 ans... dont la moitié pendant le processus révolutionnaire, ce qui est plutôt insolite.

On a également marché pour améliorer la législation du travail, contre certaines formes de criminalisation de la lutte syndicale, contre l'impunité dans les cas d'assassinats de dirigeants et de militants syndicaux par des tueurs à gages. Et pour une meilleure participation et consultation de la classe ouvrière dans les questions politiques de la révolution, dans les décisions du gouvernement.

Es-ce que la législation du travail a évolué au cours de ces dernières années ?

Nous avons encore la même législation du travail que sous la IVe République, élaborée par les capitalistes, ce qui est pour le moins paradoxal. Une des principales demandes de l'UNETE est précisément d'en élaborer une nouvelle.

A quoi cette paralysie est-elle due ?

Il faut réformer de manière radicale la législation du travail, il faut le faire de manière révolutionnaire. Mais cela signifie qu'il faut s'attaquer frontalement aux capitalistes et modifier les rapports sociaux de production. Cela reviendrait à toucher la colonne vertébrale du système, or il n'y pas de volonté politique de le faire. L'appareil d'Etat a peur de ce changement, il ne veut pas entrer sur ce terrain là ; utiliser la force des travailleurs et leur mobilisation pour mener à bien des changements radicaux. Le patronat privé - et y compris public - se moque ouvertement et régulièrement des sentences judiciaires en faveur des salariés, par exemple pour la réintégration de travailleurs licenciés ou de syndicalistes réprimés. Ils n'appliquent pas ces mesures, ils les ignorent totalement.

Il y a donc une contradiction entre cette situation et les discours du président Chavez qui, comme dans l'interview déjà citée, disait que le Venezuela avance vers le socialisme, quand il annonce l'instauration du contrôle ouvrier par et pour les travailleurs afin qu'ils aient un véritable pouvoir de décision sur la production ?

Oui, clairement. Il y a des proclamations sur l'orientation socialiste du processus vénézuélien, mais comme on maintient la structure du vieil Etat bourgeois et qu'on n'adopte pas un programme anticapitaliste radical, il est alors logique que de telles contradictions se produisent. Ce même gouvernement qui parle du contrôle ouvrier, qui nationalise l'industrie sidérurgique sous la pression de la lutte et des organisations des travailleurs, ce même gouvernement n'a pas été capable de changer l'ancienne législation du travail. C'est incohérent.

La classe ouvrière et les secteurs populaires eux-mêmes sont ceux qui appellent à surmonter cette incohérence, à se renforcer comme sujet social, à se mobiliser pour un programme populaire de gauche, à indiquer au gouvernement quels sont les pas à suivre. On ne peut se contenter simplement du fait que Chavez soit le leader de la révolution et que les autres attendent son bon vouloir. Ici, on parle de démocratie participative et protagonique et cela signifie pour nous de participer réellement dans la prise de décision, dans l'orientation du gouvernement. Nous voulons qu'on établisse des mécanismes pour concrétiser cela et faire en sorte que ce ne soit pas simplement le président qui interprète les demandes populaires, qui reflète nos besoins d'une manière ou d'une autre. Nous voulons que les travailleurs exercent réellement le pouvoir.

Il existe donc un paradoxe entre ce que l'on déclare et la volonté réelle des dirigeants du processus. La main droite fait le contraire de la main gauche, comment expliquer cela ?

Il est difficile de deviner quelle est la « volonté réelle » derrière cela. Ce qui est concret, par contre, ce sont les faits que nous constatons, les pratiques, les résultats. Or, il faut constater que, 11 ans après le début du processus, l'économie est toujours dominée par les entreprises capitalistes. Malgré les nationalisations, c'est le capital privé qui prédomine, c'est l'exploitation, les monopoles, comme celui du groupe Polar ou de certaines banques... Et, de plus, il faut préciser qu'il ne s'agit pas de nationalisations sans indemnisation, mais bien des achats forcés d'entreprises payées au dessus de leur valeur réelle sur le marché. Ces sommes ont quitté le pays ou ont été investies dans l'exploitation capitaliste d'autres secteurs. Il est donc plus réaliste de parler d'une économie mixte, ce qui pose une contradiction insoluble.

A mon avis, la politique du gouvernement devrait être beaucoup plus agressive en matière de nationalisations. Il faudrait, par exemple, instaurer le monopole d'Etat du commerce extérieur, car il existe d'énormes problèmes de sabotage de l'approvisionnement alimentaire. Nous avons des problèmes avec des pénuries intentionnellement provoquées par les capitalistes. Une mesure telle que le monopole du commerce extérieur devrait être prise en compte pour éviter cela. Les multinationales et les entreprises privées continuent à contrôler dans une large mesure le commerce extérieur, l'importation et l'exportation, et c'est un des grands débats qu'il faut mener.

Un autre débat concerne la situation du secteur financier. Ici on sait tous que les banques continuent à faire des profits impressionnants, qu'elles sont plongées jusqu'au cou dans des escroqueries en tous genres, dans des magouilles immobilières. Mais, malgré quelques mesures destinées à soulager les secteurs affectés par ces agissements, le gouvernement ne fait rien pour les empêcher de nuire. Au contraire, on a donné aux banques plus d'avantages. Le pouvoir des banques constitue ainsi un obstacle pour que le gouvernement puisse mener à bien un plan qui résout les problèmes économiques les plus urgents du pays. Ces problèmes sont évidemment mis en lumière et utilisés par la droite, qui cherche à provoquer l'usure du gouvernement dans la population.

Crois-tu que la classe ouvrière et ses organisations font partie de la base sociale qui soutient le gouvernement du président Chavez ?

Oui, elles font partie de sa base sociale. Et si nous défendons ce gouvernement face à l'impérialisme et aux forces de la droite, en même temps, nous avons avec lui des divergences internes qu'il faut clairement poser.

Quels sont les secteurs sociaux qui soutiennent le gouvernement et constituent sa base sociale ?

Fondamentalement, ce sont les secteurs populaires, les communautés populaires. Mais il y a parmi eux des acteurs sociaux qui doivent affirmer leur protagonisme pour approfondir la révolution ; c'est particulièrement le cas de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, car s'ils ne se mobilisent pas, s'il n'y a pas de luttes et pas de revendications, alors il n'y aura pas de construction d'un sujet révolutionnaire. Et, dans ce cas, le gouvernement se laissera influencer par d'autres pressions qui sont également à l'œuvre aujourd'hui. N'oublions pas non plus que nous avons toujours un Etat bourgeois et un grave processus de bureaucratisation ; ce sont là les véritables verrous qui freinent le processus révolutionnaire.

Comment s'exprime ce processus de bureaucratisation et quels en sont les risques s'il se développe ? Comment l'éviter ?

Il est plus correct de parler de processus de bureaucratisation car le processus est né, d'emblée, avec des

déformations bureaucratiques puisqu'il a hérité de l'appareil d'Etat bourgeois. Le gouvernement bolivarien s'y est superposé, mais à partir de la législation antérieure, malgré le fait qu'il y a eu une Assemblée constituante. Cela s'exprime surtout dans le fait que les décisions les plus importantes se prennent au sein de cet appareil d'Etat, et que la participation des travailleurs et des communautés n'est pas généralisée, ce ne sont pas les masses populaires qui décident et participent à tous les niveaux. Ce n'est pas la classe ouvrière et ses organismes qui dirigent la politique économique, ni aucune autre politique d'ailleurs, dans ce pays.

Le gouvernement se montre parfois sensible aux aspirations des travailleurs, mais la bureaucratie d'Etat agit avec la même logique que les capitalistes pour exploiter les travailleurs, y compris dans les entreprises nationalisées. Si une entreprise est nationalisée, elle ne passe pas véritablement dans les mains des travailleurs et des communautés si ces derniers ne peuvent intervenir réellement dans l'organisation du processus productif, dans la prise de décision, et si les gérants s'opposent à l'amélioration des conditions sociales des travailleurs, y compris en allant à l'encontre de la viabilité de l'entreprise. Il y a là une contradiction, un choc d'intérêts, et cela doit être résolu. A cette fin, il faut que les secteurs qui soutiennent la révolution renforcent leur organisation, leur conscience, leur formation, leur mobilisation et agissent de manière autonome, en marge de l'Etat, afin d'éviter les relations clientélistes et les phénomènes de cooptation qui leur font perdre leur vigueur.

Comment évolue le PSUV dans le processus de construction du pouvoir populaire ?

D'un point de vue politique, le problème est qu'on construit le PSUV avec un plan d'en haut, préétabli, qui empêche les différents secteurs sociaux d'avoir un poids suffisant dans la construction du parti, afin qu'ils puissent exprimer en son sein leurs différents besoins. On n'est donc pas en train de construire un parti capable de remplir les tâches qu'il doit réaliser. On impose des formes d'organisation qui amènent plus à une relation de type leader-masses qu'à la formation de véritables cadres à partir de la base, et c'est ainsi que le parti s'affaiblit au lieu de se renforcer. En définitive, ce n'est pas le parti qui dirige l'Etat, mais bien l'Etat qui a organisé son propre parti. Ce dernier court donc le risque de n'être qu'une simple courroie de transmission et une machine électorale liée au pouvoir des gouverneurs, des maires, des hauts fonctionnaires de l'Etat, etc.

Quels sont les éléments de continuité et de rupture de cet Etat par rapport à la IVe République ? Es-ce que Chavez a raison quand il affirme que son exécutif est un Gouvernement du Pouvoir Populaire ?

Ce gouvernement a à la fois des éléments de continuité et de rupture par rapport à la IVe République et cela est source de contradictions permanentes. Et ces contradictions ne pourront être résolues qu'au travers de la participation et de la mobilisation des masses, qui exigent un changement à partir de leurs propres besoins. Elles aspirent à exercer réellement le pouvoir. C'est cela qu'il faut encore renforcer.

Chavez souligne dans un entretien qu'une révolution ne peut pas dépendre d'un seul homme, qu'il n'est pas indispensable. Cependant, la réalité semble le contredire puisque sa figure de leader est devenue une pièce centrale du processus...

Je donnerai un seul exemple. Il y a quelques mois, il y a eu une conférence publique avec des dirigeants et plusieurs intellectuels qui appuient le processus bolivarien. Le professeur espagnol Juan Carlos Monedero y a employé le terme d'« hyper-leadership » en tant que problème qu'il fallait éviter et cela a causé un grand tumulte et a fortement incommodé le gouvernement et la direction du PSUV.

Nous avons donc un leader qui joue un rôle important et qui est effectivement indispensable pour consolider l'unité du peuple et la pérennité du processus actuel. Mais, en même temps, il est nécessaire qu'il y ait un développement autonome des mouvements sociaux et populaires, des organisations de travailleurs et de paysans qui doivent imprimer leur marque et discuter sérieusement avec le gouvernement sur le programme à mener pour approfondir la révolution. Et Chavez devrait se lier à ces secteurs d'une manière différente à ce qu'il fait pour l'instant.

Quelles sont les tâches que propose Marea Socialista pour un tel changement ?

Ce n'est pas seulement Marea Socialista qui propose de tels changements. La centrale ouvrière UNETE abonde également dans le même sens. Moins de bureaucratie, moins de capitalisme et plus de socialisme,

plus de mesures anticapitalistes et plus rapides, plus de mesures anti-bureaucratiques qui impliquent une démocratisation plus grande, une plus grande participation dans les prises de décision. Le socialisme implique de résoudre les contradictions actuelles car nous n'avons pas encore démantelé le vieil Etat et nous n'en avons pas fini avec le système d'exploitation. C'est cela que nous devons modifier.

Il faudrait, par exemple, arrêter de continuer à payer la dette extérieure corrompue générée par la IV^e République. Le gouvernement actuel dénonce le fait que la dette externe est un mécanisme d'exploitation et de soumission des peuples aux intérêts du capitalisme et de l'impérialisme mais, malgré tout, il continue à la rembourser ponctuellement alors que ces sommes pourraient être utilisées afin de résoudre pas mal de problèmes sociaux comme, par exemple, le logement. Au lieu de cela, vu qu'il y a une rente pétrolière élevée, le gouvernement continue à rembourser la dette. En maintenant ce type de relation avec le capital financier national et international, on rend plus difficile une solution complète aux problèmes sociaux. On fait des progrès, on obtient des acquis, mais nous ne pourrions pas véritablement résoudre les problèmes sans une réelle rupture avec le système capitaliste.

Certains estiment que le processus bolivarien, au lieu d'aller vers le Socialisme du XXI^e siècle, s'oriente au contraire vers un compromis avec l'impérialisme...

Si le Venezuela ne prend pas les mesures qui permettent d'approfondir la voie vers le socialisme, avec la participation des travailleurs dans les décisions économiques, alors la bourgeoisie continuera – bien qu'elle n'a pas le pouvoir politique pour le moment – à exploiter et à exercer une pression afin d'accélérer le processus actuel où l'on voit que la bureaucratie devient une néo-bourgeoisie usurpatrice et parasitaire à partir de l'appareil d'Etat.

Ou bien le processus révolutionnaire avance, ou bien il s'échoue. Cela pourrait y compris affecter les tentatives d'unité des pays latino-américains, que ce soit avec l'ALBA (alliance bolivarienne des Amériques, NdT) ou d'autres espaces d'intégration. Ces instruments devraient d'ailleurs bien plus se focaliser sur l'unité des peuples et non pas tant sur l'unité des gouvernements et des Etats, et ce y compris avec des gouvernements capitalistes qui sont toute de même soutenus politiquement par le Venezuela.

Comment évalue-t-on, parmi les militants du PSUV, les relations qu'entretient le gouvernement de Chavez avec l'Iran, la Chine, la Russie, etc. ?

Il faut savoir distinguer les choses. Une chose, c'est les relations et les échanges commerciaux dont notre pays a besoin, et une autre chose, c'est d'octroyer à certains gouvernements de ces pays un soutien ou une reconnaissance politique. On peut avoir des relations économiques avec tous les pays, mais si, dans certains d'entre eux il y a oppression et répression contre des secteurs en lutte, ou qu'il existe des atteintes aux droits humains, nous ne devons pas leur offrir un soutien politique en échange de ces relations économiques.

Le gouvernement de Chavez a été jusqu'au point d'évoquer la formation d'un front anti-impérialiste, et même d'une « Ve Internationale » avec les dirigeants de ces pays, bien que, heureusement, on a pas été plus loin que ces déclarations. Proposer la formation d'un front anti-impérialiste, c'est correct, mais le problème réside dans le fait qu'on ne précisait pas quelles forces devaient en faire partie. On ne précisait pas s'il s'agissait d'un front mondial afin de faire converger les forces révolutionnaires ou d'un front comprenant des secteurs bourgeois.

Un organisme qui rassemble plusieurs gouvernements de pays différents afin de faire contrepoids aux pressions impérialistes, ce n'est pas du tout la même chose qu'une organisation internationale des peuples et des travailleurs en lutte contre le capitalisme international et son système de domination mondiale. Ce n'est évidemment pas la même chose de rassembler les organisations qui mobilisent les travailleurs et les peuples, par exemple dans les pays arabes, et de former une alliance avec les gouvernements qui les oppriment !

La proposition de Chavez pour une Ve Internationale était donc confuse. Lors des premières réunions préparatoires au Venezuela, on a invité comme participants le PRI mexicain, un parti corrompu qui a opprimé son peuple pendant des décennies. Allons nous donc créer une Ve Internationale avec le PRI mexicain ? Avec Cristina Kichner d'Argentine ? Au final, la proposition a été abandonnée dans les faits. Sa seule utilité a été de mettre à l'ordre du jour la nécessité d'un regroupement des forces qui s'opposent à l'impérialisme, mais, dans ce but, le contenu était inadéquat et on en parle d'ailleurs plus du tout.

Du point de vue de la solidarité révolutionnaire et internationaliste, comment expliquer le soutien de Chavez, ensemble avec Castro et Ortega, à Kadhafi face aux révoltes populaires en Libye ?

Dès le début, Marea Socialista a déclaré que la mobilisation populaire en Libye était partie intégrante des révoltes qui secouent tous les pays arabes et d'Afrique du Nord, et que nous soutenons, malgré toutes leurs contradictions et faiblesses. Nous avons manifesté de manière énergique contre l'intervention de l'OTAN et de l'impérialisme en défendant le fait que les problèmes de la Libye devaient être résolus par les Libyens eux-mêmes, mais que cela ne doit signifier nullement un quelconque soutien au régime de Kadhafi. Ce dernier a cessé depuis de nombreuses années de jouer un rôle progressiste et il ne s'agit plus d'un pays réellement indépendant, quels que soient les indicateurs sociaux que l'on cite sur la Libye.

Dans ce sens, nous ne pensons pas que l'éclatement des révoltes populaires en Libye a été le fruit d'une manipulation de la CIA et de l'impérialisme ; nous pensons que ce sont les masses populaires, tout comme dans d'autres pays arabes, qui ont initié ces révoltes. Bien entendu, nous savons également qu'après leur début, l'impérialisme a tenté d'agir sur elles afin de les canaliser et d'influencer leurs dirigeants. Dans le cas de la Libye, certains secteurs accusés de subir cette influence commencent déjà à protester contre l'intervention de l'OTAN car cette dernière ne cherche pas vraiment à les défendre mais bien à prendre le contrôle de la révolte et à maintenir celui qu'elle exerce sur les ressources pétrolières. Il faut comprendre que les directions révolutionnaires ne naissent pas automatiquement à partir du moment où se produisent des processus révolutionnaires et qu'à de nombreuses occasions, il faut les construire dans le cours du processus lui-même. Et il faut également être conscient qu'elles peuvent faillir à leur tâche et dégénérer.

Quel message adresserais-tu aux jeunes d'Europe qui s'intéressent au processus bolivarien ?

En voyageant en Europe, j'ai pu observer que l'offensive de distorsion de l'information sur le Venezuela lancée par les médias est énorme. On présente notre pays comme une dictature, comme un régime militaire, avec des qualificatifs grossiers contre le président. Or, il faut souligner que le Venezuela vit un processus démocratique. Qu'au Venezuela, tant que les mouvements populaires seront actifs, il y a une grande opportunité qui s'ouvre à nous. Le Venezuela s'affronte et résiste à l'impérialisme. Et c'est pour cela qu'il mérite d'être soutenu. Nous voulons poursuivre notre processus sans ingérence externe, ni des Etats-Unis, ni des pays européens.

Il faut bien sûr débattre sur la marche à suivre pour notre processus révolutionnaire, mais cela, c'est une autre question. Les campagnes médiatiques dans les pays impérialistes ne visent qu'à créer les conditions propices afin de justifier la volonté de ces gouvernements d'influencer négativement le processus bolivarien. Les possibilités de développement de la révolution démocratique dépendent aujourd'hui du soutien à notre régime démocratique. Il faut défendre la révolution bolivarienne et ce gouvernement contre les ingérences impérialistes car, bien qu'il ne s'agisse pas d'un gouvernement des travailleurs, il n'est pas non plus un gouvernement du capital et de l'impérialisme.

C'est pour cela qu'il faut en même temps soutenir tout ce qui va dans le sens d'un approfondissement de la révolution en faveur des travailleurs et du peuple vénézuélien. Comme le dit le slogan central des mobilisations de l'UNETE : « Ni bureaucratie, ni capital ! Socialisme et plus de révolution ! »

Caracas, le 06/04/ 2011

Entretien réalisé par Julio Gómez et Gustavo Acevedo pour la revue VIENTO SUR. Traduction française par Ataulfo Riera pour le site www.lcr-lagauche.be

L'affaire Becerra et la révolution bolivarienne : péril en la demeure !

Par Ataulfo Riera

Le 25 avril dernier, prétextant une « alerte rouge » lancée par Interpol et suite à une demande personnelle du président colombien Santos, le gouvernement vénézuélien d'Hugo Chavez livrait aux autorités colombiennes le journaliste Joaquin Pérez Becerra, accusé par Bogota d'être un « terroriste », représentant de la guérilla des FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) en Europe (1). Becerra, de nationalité suédoise et d'origine colombienne, avait fui son pays et obtenu l'asile politique en Suède, suite à la répression sanglante, menée par les paramilitaires, qui avait frappé dans les années 80 l'Union Patriotique, dont il était membre (4.000 victimes, dont la propre femme de Becerra).

Depuis lors, il travaille pour le site d'informations alternatives ANNCOL, qui dénonce infatigablement les crimes du régime narco-terroriste colombien, et a toujours été pleinement solidaire avec le processus bolivarien au Venezuela, pays dans lequel il s'est rendu à plusieurs reprises. Mais le 23 avril, il a été immédiatement arrêté par la police « bolivarienne » à sa descente de l'avion et livré deux jours plus tard sans jugement et sans qu'il puisse prendre contact avec un avocat ou l'ambassade de Suède...

Raison d'Etat ?

Outre qu'il est particulièrement indigne qu'un militant internationaliste soit livré à ses bourreaux d'extrême droite par un gouvernement qui se prétend « révolutionnaire et socialiste », l'arrestation et la déportation express de Becerra a également piétiné les conventions internationales et les règles les plus élémentaires du droit des personnes (Becerra est de nationalité suédoise, c'est vers ce pays qu'il aurait pu être renvoyé). Comble du cynisme, et alors que rien ne prouve qu'il soit lié aux FARC, le communiqué officiel souligne que par ce geste le Venezuela « ratifie son engagement inébranlable dans la lutte contre la délinquance et le crime organisé, dans le strict accomplissement de ses engagements et de la coopération internationale ». On est loin du Chavez qui, il y a quelques années à peine, insistait pour que le statut de « force belligérante » soit accordé aux FARC et qu'elles soient retirées de la liste des « organisations terroristes ».

L'affaire fait bien entendu grand bruit au Venezuela et dans toute la gauche latino-américaine et internationale. Les explications tardives et l'attitude du gouvernement bolivarien dans la gestion de ce cas n'ont fait qu'ajouter de l'huile sur le feu. Alors qu'il venait à peine de faire diligence aux désirs du gouvernement réactionnaire de Bogota, Nicolas Maduro, le désastreux ministre vénézuélien des affaires étrangères, montrait par contre une toute autre fermeté aux protestants du camp chaviste qui demandaient une rectification : « Nous ne céderons pas au chantage, qu'il vienne de l'extrême droite ou de l'extrême gauche ». Le ministre de l'Information, Andrés Izarra a quant à lui tout simplement censuré les protestations vis-à-vis de cette affaire. (2) Ce n'est donc pas un hasard si, dans un rassemblement, des marionnettes à l'effigie de ces deux ministres « révolutionnaires » ont été brûlées par des manifestants indignés.

La colère et la stupeur sont fortes parmi les secteurs qui soutiennent depuis longtemps (parfois, malheureusement, sans beaucoup d'esprit critique) Hugo Chavez et le processus bolivarien. Ainsi les partis communistes vénézuélien et espagnol ont vertement critiqué Caracas (3). Mais cette lamentable affaire n'est pas une surprise ou un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle traduit une véritable inflexion dans le processus bolivarien où la froide « raison d'Etat » est de plus en plus mise au dessus des principes.

Une « raison d'Etat » qui détermine l'attitude du gouvernement vénézuélien face aux révolutions dans le monde arabe et a poussé Chavez à soutenir Kadhafi et Al-Assad contre leurs peuples en révolte, en relayant les pires théories du complot sur les « groupes terroristes violents » qui déstabilisent des chefs d'Etat « légitimes » et « humanistes » (4). Le gouvernement vénézuélien a beau dénoncer avec virulence la guerre impérialiste en Libye, il n'en continue pas moins à vendre son pétrole aux Etats-Unis.

Une raison d'état pour laquelle, depuis un certain temps, des dizaines de membres des guérillas des FARC

et de l'ELN - ou supposés tels -, y compris des blessés et des malades, sont systématiquement livrés à la Colombie.

Tout aussi interpellante, la décision de Chavez de reconnaître le gouvernement illégitime de Profirio Lobo au Honduras, issu d'un régime installé par un coup d'Etat pourtant dénoncé avec force à l'époque. Caracas soutient ainsi désormais la réadmission du Honduras dans l'Organisation des Etats Américains (OEA), dont il avait été exclu en 2009 (5). Aux yeux de beaucoup, à côté de ces faits concrets, les discours « anti-impérialistes » enflammés n'apparaissent plus que pour ce qu'ils sont : des discours.

Le cancer de la bureaucratie ronge la révolution bolivarienne

Cette évolution droitière de la politique étrangère bolivarienne traduit évidemment une évolution interne, avec le poids de plus en plus prépondérant joué par une bureaucratie d'Etat qui reproduit, avec un mince verni « révolutionnaire » et « socialiste », les mêmes maux de toujours : népotisme, clientélisme, inefficacité et corruption (6). Cette bureaucratie veut garantir à tout prix la « paix sociale » en passant des compromis avec la bourgeoisie « nationale » et avec l'impérialisme afin de stabiliser son pouvoir et les avantages matériels qu'elle en retire. Elle n'est donc nullement intéressée à approfondir ou radicaliser la révolution bolivarienne.

Il y a peu de temps encore, Chavez avait lucidement mis en garde contre les dangers de bureaucratisation, en faisant y compris référence à la dégénérescence de la Révolution russe de 1917. Mais il semble désormais clair qu'il a fait le choix de s'appuyer sur cette même bureaucratie qui ronge le processus populaire de l'intérieur. Evoquant et assumant personnellement l'affaire Becerra, Chavez a ainsi déclaré « Si je l'extrade, je suis le mauvais, si je ne l'extrade pas, je suis le mauvais aussi. ». Le « mauvais » pour « qui ? », toute la question est là ! L'extradition de Becerra est un choix conscient et assumé de complaire au président réactionnaire Santos (et à travers lui, à Washington) en s'aliénant les secteurs révolutionnaires.

Mais cette politique à courte vue sera doublement perdante; loin de calmer son appétit, l'impérialisme ne se gênera plus pour exiger de nouvelles capitulations, tandis que la base sociale et militante du chavisme se retrouve de plus en plus désorientée, démoralisée et divisée. Sans parler du soutien et de la solidarité internationale avec le processus bolivarien auxquels l'affaire Becerra porte un coup très sérieux.

Les résultats des dernières élections législatives de 2010, qui ont vu une bonne partie de la base électorale chaviste s'éroder (7), témoignaient déjà d'une lassitude et d'une indifférence croissantes face à un processus qui peine à construire réellement le « socialisme du XXIe siècle » en s'attaquant frontalement (et non plus partiellement ou verbalement) au capitalisme et à l'impérialisme. La question clé pour la survie du processus populaire au Venezuela (et dans le court terme avec les élections présidentielles de 2012), sera la capacité des mouvements sociaux et populaires au Venezuela à combattre l'orientation actuelle de la direction chaviste et à imposer un changement de cap radical.

Notes:

(1) Voir l'article détaillé de Maurice Lemoine : « Le président Hugo Chávez dans le labyrinthe colombien » : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-05-03-Le-president-Hugo-Chavez-dans-le>

(2) Ce ministre « oublie » que lorsqu'il était directeur de TeleSur (la chaîne de l'alliance bolivarienne, ALBA) en 2006, il avait protesté avec force contre l'arrestation de l'un de ses journalistes en Colombie, Fredy Munoz, accusé par Bogota d'être un « agent des FARC », estimant avec raison que sa vie était « en danger » dans ce pays. Ce ministre vient par ailleurs de démettre de ses fonctions, sans justificatif, la présidente de Radio Del Sur, l'un des rares médias à avoir rendu compte des protestations contre l'extradition de Becerra

(3) Il existe une énorme quantité de prises de positions critiques de partis, d'organisations et de mouvements sociaux, de médias alternatifs et communautaires, d'intellectuels vénézuéliens et internationaux. La plupart oscillent entre la dénonciation d'une « grave erreur » encore corrigible jusqu'à la qualification de « trahison » définitive de la révolution.

(4) La manie paranoïaque de voir des complots partout est bien utile puisqu'elle sert y compris de justificatif pour expliquer le choix d'arrêter et de déporter le journaliste Becerra.

(5) <http://blog.lefigaro.fr/amerique-latine/2011/04/le-honduras-bientot-de-retour-a-lorganisation-des-etats-americains.html?xtor=RSS-48>

(6) Selon les sources officielles, il y a eu 2.443 cas de corruption dans l'administration publique en 2010. Chavez l'a reconnu sans détour : « Nous sommes bouffés par la vieille politique, par la corruption politique... ces vieilles valeurs capitalistes, petites-bourgeoises, bourgeoises, qui se sont infiltrées par tous les côtés et continuent à s'infiltrer dans notre parti... Si nous oublions ce que nous devons au peuple, alors nous sommes en présence de la plus grande des corruptions ».

(7) Voir: http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=1785:venezuela-chavez-gagne-les-legislatives-sur-le-fil&option=com_content&Itemid=53

Brésil : en peu de temps, une politique déjà calibrée...

Par Béatrice Whitaker

En moins d'un semestre, Dilma Roussef, la présidente élue au Brésil, a déjà fait ses preuves en matière de continuité avec l'orientation adoptée par Lula, son prédécesseur, elle l'a même consolidée. Malgré ses promesses d'« éradication de la misère, de la faim... », elle reste toujours plus préoccupée de satisfaire les représentants de la bourgeoisie brésilienne et impérialiste. Une posture bien assumée car elle se charge à tout moment de d'affirmer l'importance du développement des industries, du commerce, des exportations, de la finance... à son avis, les seuls facteurs capables de contribuer à résoudre le chômage et la misère. Elle se maintient donc aucune peur de perdre la popularité dont elle a hérité de Lula, qui arrivait à 80% de satisfaction populaire, selon les sondages les plus sérieux.

Encore inconnue quelques mois avant les élections, sa victoire est due non seulement à la popularité de Lula, mais aussi au champ d'alliances extraordinairement large dans lequel PT s'est engagé. Partis de droite, neo sociaux-démocrates et néo-libéraux ont fait partie d'une alliance créée pour gagner les présidentielles en échange de négociations pour le partage des différents postes stratégiques de l'appareil d'Etat et du gouvernement.

Ce gouvernement se caractérise ainsi par trois axes d'orientation : le premier celui de l'arc de collaboration de classes, représentant 70% du Congrès, ensuite par l'approfondissement de la politique productiviste et consumériste, basée sur le développement capitaliste favorisant ainsi l'accumulation du capital à travers la dévastation des ressources naturelles du pays, le pillage des personnes et des biens. Le troisième par l'élargissement et la consolidation du rôle de sous-impérialisme en Amérique latine. Le cours neo-libéral que la présidente est en train de prendre est notoirement plus accentué que celui de son prédécesseur. Cependant, en deux mois, le gouvernement a réussi à faire passer une série de mesures dont les conséquences ne sont pas encore réellement visibles pour les salariés.

Ces mesures économiques visent à garantir le développement capitaliste. Afin de payer les taux d'intérêt de la dette publique intérieure, Dilma décide faire une économie budgétaire de 30 milliards de dollars en 2011, à l'exemple de Lula au début de son mandat. Cela signifie des coupes sombres dans les dépenses publiques, la réduction du nombre des fonctionnaires, la précarisation des personnels, la réduction des moyens des différents services publics, l'intensification de la sous-traitance, etc.

Cependant, le nouveau gouvernement trouve le pays dans une situation apparemment paradoxale : au Brésil la dette extérieure publique est « négative », car le pays compte sur des réserves internationales, surtout à partir de dépôts dans des banques étrangères, en valeur, plus importante que la dette publique extérieure. Dans ce sens, il ne s'agit pas de demander le non-paiement de la dette extérieure, mais d'exiger un audit de la dette, la nationalisation des groupes financiers et des Firmes Transnationales qui ont leur siège au Brésil.

Dès le début de l'année, les grandes centrales syndicales ont négocié l'augmentation du SMIC avec le gouvernement et le résultat est loin d'atteindre les promesses de Lula de doubler le SMIC à la fin de son mandat. Ils s'accordent pour une augmentation dérisoire du SMIC, suite à un débat révélateur entre politiciens de la dite gauche et syndicats, demandant 7% d'augmentation et ceux de la droite demandant 17% par pure démagogie, car même avec cette augmentation il ne serait toujours pas suffisant comme salaire. Le 7% d'augmentation a été accordé par les parlementaires, juste après s'être eux-mêmes augmentés de 142% pour leurs postes de représentants des travailleurs ! Dans ce sens, le SMIC continue à garantir les profits de la classe dominante.

Lancé en 2007, le Programme d'accélération de la croissance (PAC), est la version de l'IIRSA adaptée aux besoins de la bourgeoisie brésilienne qui réalise des projets pharaoniques dans les domaines de l'énergie, du transport, des communications. Le but est de satisfaire les besoins en électricité des transnationales installées dans les divers territoires, de faciliter le flux des marchandises du nord au sud, de l'est à l'ouest du continent. L'une des plus grandes incitatrices du PAC, Dilma, se prépare à inaugurer 60 ouvrages cette année, à une moyenne de cinq ouvrages par mois, concernant les transports, l'énergie électrique,

assainissement, l'huile et gaz.

Ces projets se mettent en place sur les territoires, sans le moindre accord, discussion, et encore moins consultation des indigènes, des paysans, des citoyennes et des citoyens divers qui peuplent les terres concernées. Ceux-ci évidemment s'indignent et s'organisent pour combattre l'appropriation de leurs terres. L'un des principaux projets du PAC, se situe à Jirau, aux marges du fleuve Madeira, Etat de Rondônia, où le puissant groupe Camargo Correa, chargé de construire une usine hydroélectrique, financée par GDF Suez (50, 1%) emploie 22 mille travailleurs. Travailleurs et peuples luttent contre les conditions de travail et les salaires impayés. Depuis janvier 2010, Via Campesina, associations et ONGs promeuvent une campagne de solidarité avec ces peuples en lutte en défense de l'environnement. Mais en mars de cette année, suite à une rébellion des travailleurs de l'usine, le gouvernement envoie la police nationale, arrête 30 ouvriers. Suite au conflit, les 22 mille travailleurs sont partis des chantiers, abandonnant les lieux du travail. Ainsi, le gouvernement non seulement privatise les ressources naturelles mais il criminalise les mouvements qui luttent pour des causes légitimes... S'ajoute à cela, le renfort spectaculaire du gouvernement d'1 millions de réais qui sera donnée à l'industrie du sucre et de l'éthanol afin d'innover de 2011 à 2014, permettant ainsi l'exécution des plans d'aide à l'innovation technologique et industrielle de ces secteurs.

Dilma visite l'Argentine pour régler les questions du nucléaire avec la présidente Kirchner en janvier, début mars le président de l'Uruguay vient au Brésil afin d'intensifier les rapports commerciaux. Cependant, la politique internationale de Dilma reste marquée par la visite d'Obama dès le début de l'année et confirme un rapprochement avec le Département d'Etat des Etats Unis. A Brasilia le gouvernement a fait du zèle pour assurer la sécurité d'Obama : 352 voitures, 6 hélicoptères, 5 avions, 3 bateaux... sur un total de plus de 3 mille hommes. Le discours d'Obama, prévu dans les rues, a été annulé pour le remplacer face à un public restreint dans le théâtre municipal de Rio. Le but de son voyage : intérêts en énergie et infrastructures. Les syndicats des étudiants et des pétroliers avaient préparé des manifestations de protestation, leurs dirigeants accusant Obama d'être, comme Bush, un représentant du capital. Le Parti des travailleurs, pièce centrale du gouvernement, a interdit à ses militants de manifester. Le bilan de cette manifestation a été une forte répression à Rio avec 13 personnes arrêtées.

Depuis 1er février, le Brésil assure la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies où il devra assurer les discussions sur Haïti, le Moyen Orient, la Somalie, les sanctions à l'égard de la Corée du Nord... Sur la proposition de la France d'invasion en Libye, le gouvernement brésilien s'est abstenu au Conseil de sécurité. Trop d'enjeux concernant le marché du pétrole cachent les prises de position de l'Allemagne et des « BRIC » (Brésil, Russie, Inde et Chine). Ce qui explique la déclaration de Kadhafi le 15 mars à la télévision allemande, disant que dorénavant son pétrole irait aux russes, chinois, indiens ... aux « BRIC ! »

Difficile de savoir l'effet des mesures prises par la présidente sur les travailleurs. La majorité des dirigeants des mouvements sociaux et syndicaux soutiennent la politique du gouvernement, soit parce qu'ils sont d'accord avec sa politique et pensent qu'il n'y a pas d'autres alternatives à l'orientation productiviste, consumériste – en somme, capitaliste –, sans aucune préoccupation écologique, soit parce qu'ils se trouvent jetés dans l'engrenage de la corruption....

Les secteurs en opposition à cette politique sont encore minoritaires, même s'ils représentent quelques millions de travailleurs. L'aspect positif est que ce secteur est en train de construire l'unité du mouvement social et syndical par le biais de ses luttes au sein d'une seule centrale. Il reste l'espoir de la possibilité de convergence entre le mouvement ouvrier, le mouvement paysan, les mouvements pour la préservation de l'environnement, les femmes, les immigrés...

Paru sur le site « Amérique latine en lutte », dimanche 26 juin 2011

<http://www.npa2009.org/content/br%C3%A9sil-en-peu-de-temps-une-politique-d%C3%A9j%C3%A0-calibr%C3%A9>

Equateur: Un gouvernement de rupture?

Entretien avec Alberto Acosta, ex-président de l'Assemblée constituante

Cet interview de l'économiste équatorien Alberto Acosta a été réalisé à deux occasions différentes, lors de voyages effectués à Madrid l'été dernier. Ex-président de l'Assemblée constituante d'Equateur, chercheur à la FLACSO (Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales), Alberto Acosta est l'un des intellectuels radicaux qui a appuyé la « Révolution citoyenne » promue par le Président Rafael Correa, depuis 2006. Un appui resté critique qui a su dénoncer les contradictions à l'œuvre au sein d'un projet gouvernemental, enfermé dans une vision réformiste sur le plan politique et « extractiviste » sur le plan du modèle de développement. Ainsi, A Acosta est également l'un des défenseurs du projet écologique ITT-Yasuní qui préconise de renoncer à exploiter une partie des gisements de pétrole équatoriens, comme il expose dans cet entretien. Il y a quelques mois à peine, suite à une émeute policière, des centaines de policiers se sont soulevés dans les principales villes équatoriennes et ont pris temporairement le contrôle de l'Assemblée nationale, tandis que des effectifs des forces armées occupaient les aéroports des deux principales villes, Quito et Guayaquil. Cette tentative de coup d'Etat a montré à nouveau que, malgré leurs limites, les gouvernements de gauche de la région dérangent, alors que la relation entre le Président Correa et le mouvement indigène est au plus mal. Nous publions ici la seconde partie de l'entretien (mis en ligne dans son intégralité sur le site ContreTemps) car il nous semble qu'il éclaire justement cette dynamique « en tension ».

Franck Gaudichaud : Dernièrement, des mobilisations sociales très importantes ont secoué l'Equateur, avec des tensions croissantes entre le Président Correa et le mouvement indigène (sur la question, entre autres, de la loi sur l'eau). Qu'en est-il aujourd'hui ?

Alberto Acosta : Le processus révolutionnaire qui a pris corps il y a plus de trois ans en Equateur est en train de se décanter en un processus réformiste, toujours plus timide et même contradictoire. La question de l'eau, ici comme ailleurs, est cruciale. Son usage et son contrôle font l'objet de discussions chez nous depuis très longtemps. Cette question a été longuement analysée et discutée au moment de l'Assemblée constituante. Elle a donné lieu à des affrontements entre ceux qui voulaient maintenir la porte ouverte à la privatisation et ceux qui défendaient l'eau en tant que droit humain fondamental.

Lors du plénum de l'Assemblée constituante à Montecristi, que j'ai présidé pendant huit mois, les points fondamentaux suivants sur la question de l'eau ont été adoptés : l'eau est un droit humain, l'eau est un bien national stratégique à usage public, l'eau fait partie du patrimoine de la société et l'eau est une composante fondamentale de la Nature, une Nature qui a son droit propre à exister et à maintenir ses cycles vitaux.

La transcendance de ces dispositions constitutionnelles est multiple. La notion de droit humain s'oppose à la vision mercantile de l'eau au bénéfice de « l'utilisateur », autrement dit au bénéfice des citoyens et non des seuls « clients », des seuls consommateurs solvables. La notion de bien national stratégique fait référence au rôle de l'Etat et des communautés dans la mise à disposition de l'eau, un domaine où l'Etat peut se montrer très efficace, comme en atteste notre pays. La notion de patrimoine implique le long terme qui affranchit l'eau des pressions corporatistes du marché et de la spéculation. Et en tant que composante de la Nature, la constitution de Montecristi a reconnu l'importance de l'eau comme élément essentiel à la vie de toutes les espèces, ce que stipulent aussi les droits de la Nature. Pour réaliser ces objectifs, il faut donc une loi sur l'eau, à l'image de ce qu'a fait notre constitution. Il faut non seulement interdire toute nouvelle privatisation mais aussi engager la dé-privatisation. La concentration de l'eau est une évidence. En Equateur, la population paysanne, surtout indigène, avec ses systèmes d'irrigation communaux, représente 86 % des usagers. Elle ne dispose pourtant que de 22 % des surfaces irriguées et à peine 13 % de l'eau utilisée. Les grandes exploitations, elles, qui ne représentent que 1 % de la totalité disposent de 67 % de l'eau utilisée. L'accès discriminatoire à ces ressources constitue une cause essentielle des inégalités sociales et explique le pouvoir politique hégémonique d'un petit nombre de groupes oligarchiques. La consommation d'eau – tout comme, évidemment, sa pollution – a crû du fait de l'augmentation de la population lors des dernières décennies, mais aussi du développement d'activités productives nécessitant excessivement d'eau, avant tout celles tournées vers l'exportation. On emploie beaucoup plus d'eau pour les cultures destinées à l'exportation que pour celles du marché intérieur. La disparition des forêts d'altitude – les páramos – et la déforestation croissante compliquent la réalité d'un pays qui compte encore des

réserves d'eau significatives mais qui est en train de les perdre, en quantité comme en qualité.

Actuellement, une tension très vive est née du projet d'autoriser l'extraction de minerai à grande échelle et à ciel ouvert, ce qui exige de grandes quantités d'eau. Il en résulterait une situation de conflit extrême, la grande industrie minière provoquant des affrontements permanents pour accéder à l'eau et la polluer, au détriment de la population, de la Nature et de la souveraineté alimentaire qui est une autre des exigences constitutionnelles.

Alors que la constitution a approuvé ce qu'on peut appeler une « constitution de l'eau », il est préoccupant et scandaleux qu'aucune loi n'en ait résulté. Le président Rafael Correa a même déclaré qu'une loi sur l'eau ne serait ni essentielle ni prioritaire. Serait-il satisfait de la structure actuelle de gestion de l'eau ? Des dispositions constitutionnelles légales de l'époque néolibérale ? Le mouvement indigène a joué là un rôle très important. Les indigènes ont été et sont les acteurs fondamentaux du processus constituant, avec leur proposition d'appeler à un grand accord national dès 1990. Depuis, en particulier sur la question de l'eau, ils ont continué à se battre et ils luttent contre l'approbation d'une loi sur l'eau qui serait contraire à la constitution. Malheureusement la répression ou l'intolérance sont de plus en plus souvent la réponse du gouvernement aux demandes des indigènes et des paysans. Il est fondamental d'empêcher l'appropriation de l'eau par un petit nombre et il faut immédiatement la redistribuer. La nouvelle loi doit garantir à ce sujet l'exercice de la plurinationalité. La gestion de l'eau doit être entre les mains de l'Etat et des communautés, comme l'impose la constitution.

Il ne suffit pas d'interdire toute privatisation à l'avenir. Il faut, comme je l'ai dit, procéder à une dé-privatisation. De ce point de vue, l'élargissement de la concession accordée à Interagua dans la ville de Guayaquil par le gouvernement Correa est intolérable. Il faut l'abroger et appliquer la constitution. Rien ne vient non plus mettre en cause les concessions accordées aux entreprises de mise en bouteille et d'exploitation des eaux thermales, alors qu'il faut trouver des solutions qui incluent les communautés dans leur mise en œuvre. Il faut encore interdire tous les projets de privatisation des páramos, des régions boisées, des forêts humides ou des marécages qui sont la source de l'eau. La nouvelle loi sur l'eau devra garantir le minimum vital gratuit pour tous les habitants du pays, sans aucune discrimination. Elle doit aussi prévoir un ordre de priorité dans l'usage de l'eau : 1- l'être humain ; 2- la souveraineté alimentaire ; 3- la garantie de la régénération de l'eau et 4- l'activité productrice. La vie doit primer sur toute autre considération. En résumé, ressource stratégique, patrimoine de la société, droit humain et partie constitutive de la Nature, l'eau ne peut pas être une marchandise. Voilà ce que n'arrive pas à comprendre le gouvernement actuel et ce qui provoque la mobilisation populaire, avant tout indigène et paysanne.

F. G. : Des analystes proches du gouvernement affirment que le mouvement indigène aurait des positions irresponsables, de « repli ethnique » et que cela serait plus une démonstration de faiblesse que de force de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) en particulier. Qu'en penses-tu ?

A. A. : Je l'ai dit, le gouvernement de Rafael Correa est en train de perdre, depuis longtemps déjà, son caractère progressiste et révolutionnaire. Il a exclu les mouvements sociaux du processus actif des transformations engagées, et les tendances les plus modérées voire même néolibérales se sont renforcées en son sein. Le gouvernement et son président ont empêché la construction collective d'un horizon de progrès partagés avec la participation active des mouvements sociaux, qui ont pourtant permis la victoire électorale de Rafael Correa et, ce qui est plus essentiel encore, ont porté une grande partie des propositions révolutionnaires adoptées par son mouvement politique. Sans nier les nombreux progrès engrangés pendant ces trois ans et demi de gouvernement Correa, il faut reconnaître, malheureusement, que nombreuses sont aussi les questions restées pendantes et nombreuses les contradictions flagrantes avec les propositions révolutionnaires initiales. En voici quelques exemples. Non seulement les choses n'ont pas avancé avec les entreprises pétrolières mais un projet de loi a été élaboré qui comporte plusieurs dispositions critiquables, du point de vue de la constitution et de la souveraineté. S'il était adopté, cela signifierait sans aucun doute des pertes pour l'Etat. La banque, autre exemple, continue à bénéficier de liquidités énormes : plus de 20 % en 2008 et, malgré la crise, 13 % en 2009. Différents groupes économiques, dans le secteur de la distribution des produits agricoles, des grandes chaînes commerciales alimentaires ou de l'importation de produits chimiques, ont bénéficié d'énormes liquidités de la part du gouvernement, comme rarement dans l'histoire du pays. En fin de compte, ce gouvernement qui se targue d'être révolutionnaire n'a encore rien changé au modèle d'accumulation fondé sur la concentration et l'exclusion. Les résultats en matière de diminution de la pauvreté restent limités. Les indices concernant les inégalités n'ont pas connu non plus de baisse significative. Alors qu'il déclare vouloir construire une société

dont l'économie reposera sur la connaissance, la biotechnologie et l'écotourisme, le gouvernement n'a rien fait de significatif pour avancer dans cette voie. La logique extractiviste est toujours à l'œuvre, alors qu'elle implique une position dominée sur le marché mondial en matière d'exportation de matières premières. Le gouvernement Correa, qui pourtant connaît parfaitement les dégâts provoqués par l'exploitation pétrolière en Amazonie, s'apprête à ouvrir la porte à l'exploitation à ciel ouvert de mines de métaux.

Personnellement, je ne l'accepte pas. Si nous voulons construire une économie post-extractiviste, une économie post-pétrolière, et avancer vers une société de qualité de vie ou de Sumak Kawsay, le « bien vivre » (un autre objectif également inscrit dans la constitution), en adoptant des dispositions authentiquement révolutionnaires comme la décision de ne pas exploiter le pétrole du sous-sol de la région de Yasuní, alors, plus qu'une erreur, c'est une véritable horreur historique que d'ouvrir la porte à une politique extractiviste à outrance, avec l'exploitation de minerais de métaux à ciel ouvert. C'est comme vouloir nous convaincre que pour guérir d'une addiction grave à la drogue, il faut commencer par augmenter la dose quotidienne.

Nous sommes confrontés à des choix essentiels. La loi sur l'eau ou celle sur les hydrocarbures peuvent s'avérer des lignes de partage irréversibles. J'en suis désolé, mais je suis convaincu que le processus engagé dans notre pays a déjà perdu son caractère révolutionnaire.

F. G. : Tu as été une des figures centrales de ce débat, et même de cet affrontement, au sein du gouvernement entre une logique extractiviste postpétrolière et une politique de développement productiviste libéral. Tu défends aussi le projet ITT Yasuní qui consiste à renoncer à exploiter les gisements de pétrole dans la région de Yasuní. Où en est-on sur cette question ?

A. A. : Je voudrais préciser ici que les critiques que j'adresse à Rafael Correa, à son refus de rompre avec la logique extractiviste, je pourrais les adresser tout aussi bien à Evo Morales et plus encore à Hugo Chávez. Voilà des gouvernements qui parlent de marcher vers le socialisme du XXI^e siècle et qui, en réalité, construisent une sorte de néo-extractivisme du XXI^e siècle. Ils poursuivent la politique de leurs prédécesseurs, avec quelques changements substantiels, mais qui ne remettent pas en cause l'essentiel. Comment croire que de répéter et répéter la même chose va donner des résultats différents, simplement parce que ces gouvernements sont engagés dans un projet transformateur ? Albert Einstein l'a fort bien dit : « La folie, c'est de faire tout le temps la même chose et de s'attendre à un résultat différent. » Encore un commentaire avant d'aborder le thème de l'ITT. Ce socialisme du XXI^e siècle, un socialisme qu'il faudrait épurer de certains de ses éléments fondateurs, comme la lutte de classe, si on en croit le président Correa, c'est pour moi un discours qui tourne à la rhétorique voire à l'inconséquence. Ignorer ce qu'a été le socialisme réellement existant au pouvoir serait une grave erreur. Mais en effacer les bases consubstantielles serait une totale aberration.

Pour en revenir à l'initiative Yasuní-ITT, nous avons enfin obtenu la signature du protocole d'accord ce qui ouvre la perspective d'une mise en place réelle du projet. Nous en sommes donc à un point crucial. Même si on peut regretter que cela ne soit pas le président Correa lui-même qui ait signé l'accord, il s'agit d'une avancée historique. Cependant, sans cacher ma satisfaction, je dois reconnaître que ce projet doit toujours faire face à des menaces multiples. La société civile, à l'intérieur comme au-delà de nos frontières, doit rester vigilante. Le gouvernement lui-même pourrait prendre l'initiative de faire échouer le projet en faisant valoir que la commission de négociation mise en place par le président en personne n'a pas pu fonctionner. Et même si le protocole est signé, on pourrait encore en rejeter l'éventuel échec sur les pays développés ou les écologistes, qui n'auraient pas trouvé les financements nécessaires... C'est pourquoi on attend des signaux clairs pour que cette proposition se réalise. Cela exige cohérence et conséquence de la part du gouvernement. Que l'Etat obtienne la confiance des partenaires tout en garantissant la souveraineté nationale dans l'utilisation des ressources du pays est crucial. Et si la signature du protocole est importante, elle n'est pas suffisante.

Le président Correa va devoir résoudre les problèmes qu'il a lui-même créés. Il doit afficher à nouveau résolument son soutien à l'initiative. Il faudrait qu'il s'engage formellement à ne pas exploiter l'ITT durant son mandat, ni même à tolérer des activités pétrolières aux abords de l'ITT, pour affirmer le respect inconditionnel des droits des peuples en isolement volontaire où que ce soit en Amazonie, comme c'est par exemple le cas du Blocus Armadillo à l'extérieur du parc national Yasuní. D'autres menaces pèsent sur le Yasuní, comme la déforestation et l'exploitation illégale du bois, la colonisation non maîtrisée, le tourisme illégal ou la création du corridor de transport multimodal Manta-Manaus dans le cadre de la politique d'intégration commerciale des pays de la région (projet IIRSA), héritée de la période néolibérale. Il y a

aussi la question du contrôle des activités déployées dans les blocs pétroliers adjacents et les voies d'accès ouvertes pour les projets pétroliers voisins. Il faut aussi examiner l'opportunité d'inclure le bloc 31 dans l'ITT, car le pétrole y est rare et de mauvaise qualité, et que son exploitation ne serait rentable que si elle s'accompagnait de celle de l'ITT.

Il serait très important d'explorer la possibilité que le Pérou adopte une politique similaire dans les blocs directement voisins de l'ITT, vu que seul un tiers des réserves se trouve en territoire équatorien. Regroupés, tout ces blocs constitueraient une formidable réserve de vie. Mais au-delà de ces problèmes, largement alimentés par les incohérences et les hésitations du président Correa, cette initiative donne des résultats positifs avant même d'avoir abouti. Cette question est devenue un sujet de débat national et même international sous ses multiples facettes. Dans beaucoup de régions d'Equateur s'affirment des positions favorables à l'initiative. N'oublions pas qu'à l'origine, en mars 2007, deux positions contradictoires se sont manifestées au sein du gouvernement Correa : celle du refus d'exploiter ces gisements et de la mise en place d'un vaste moratoire du pétrole pour le Centre et le Sud de l'Amazonie équatorienne, que j'ai défendue en tant que ministre de l'Energie et des Mines, et celle de l'exploitation que défendait le président en exercice de Petroecuador.

Mais une troisième position pourrait voir le jour, celle du refus de l'exploitation pour protéger la vie des peuples indigènes sans contact et la méga-diversité de la région, même si les soutiens extérieurs et les financements internationaux faisaient défaut. Mais alors, l'humanité dans son ensemble aurait perdu une magnifique opportunité pour commencer à résoudre les problèmes d'environnement à l'échelle de la planète en engageant des actions solidaires, fondées sur le respect des principes de coresponsabilité qui doivent régir le cadre juridique environnemental à l'échelle internationale. Cette troisième position pourrait avancer en s'appuyant sur l'application sans restriction des dispositions constitutionnelles. L'article 57 garantit les droits collectifs sans restriction aux peuples en isolement volontaire. Il y a aussi l'article 407 qui permet le recours à une consultation populaire sur des questions d'exploitation dans un parc naturel de ressources naturelles non renouvelables. En fin de compte, il doit être parfaitement clair que la véritable garantie qu'aboutisse l'initiative Yasuni-ITT pour préserver la vie dans la région amazonienne, c'est l'engagement de la société civile en Equateur et à l'échelle internationale qui doit s'approprier et défendre ce projet de vie.

F. G. : Et pour ce qui est des contributions extérieures, y a-t-il des pistes sérieuses ?

A. A. : Il y a des signes du côté du gouvernement allemand, espagnol, anglais et même français. Mais il manque une implication plus incisive de la société civile des ces pays et des autres. Les gouvernements des pays développés traitent ce dossier dans le simple cadre de l'aide au développement. Ils ne veulent pas admettre leur coresponsabilité majeure dans la dévastation de la planète. Au-delà des incohérences et des contradictions gouvernementales qui ont freiné le progrès de l'initiative Yasuni-ITT, nous devons nous interroger sur sa viabilité financière dans le cadre de la crise mondiale dont nous avons parlé au début de cet entretien. Il faudra peut-être un peu de patience, voir comment évolue la situation économique en Europe et dans le monde. Mais il faut continuer à avancer et être très vigilants face au risque de fausses solutions. Financer le projet par l'annulation de dettes n'est pas une solution adéquate, car comment prétendre financer un projet de vie avec des fonds provenant de dettes toxiques, comme le sont l'essentiel des dettes bilatérales contractées auprès de l'Espagne ? C'est inimaginable.

F. G. : Un petit pays du Sud appauvri par l'échange inégal et des siècles de colonialisme comme l'Equateur peut-il accéder seul à un modèle d'économie post-extractiviste, post-néolibérale sans l'aide et sans la solidarité internationales ?

A. A. : Seul, l'Equateur devra faire face, en tout état de cause, à bien des défis, y compris des aberrations totalement intolérables. L'Equateur extraie du pétrole, l'Equateur exporte du pétrole, mais l'Equateur importe des produits dérivés du pétrole parce qu'il ne dispose pas d'une capacité de raffinage suffisante. Ces produits dérivés, comme le diesel, il les brûle pour fabriquer de l'électricité dans des centrales thermiques polluantes. Nous n'exploitons pas l'énergie hydraulique, l'énergie solaire, l'énergie éolienne, la géothermie... et dire que nous dormons littéralement sur des volcans actifs ! Voilà une grande ambition, transformer notre matrice énergétique en réduisant notre dépendance vis-à-vis du pétrole et des ses dérivés. Pourquoi ne pas réexaminer, par exemple, et réviser la question de certaines aides de l'Etat sur l'achat de combustibles, des aides qui ne bénéficient pas aux classes populaires mais à des secteurs relativement aisés de la population ? Il ne s'agit pas de les supprimer brutalement, comme le fait le néolibéralisme. Absolument pas. Il faut faire preuve de créativité, opérer avec discernement, mais les aides

doivent être réservées aux secteurs les plus pauvres et marginalisés.

La révision des contrats de l'industrie pétrolière pour maximiser les revenus de l'Etat sur chaque baril de pétrole extrait est aussi une exigence de la constitution. La solution n'est pas d'augmenter les ressources fiscales en élargissant la production pétrolière. Cette question est en discussion actuellement dans le cadre du projet de loi sur les hydrocarbures qui contient, comme je l'ai dit, des failles sur le plan constitutionnel.

En Equateur comme dans pratiquement tous les pays du monde déshérité, mais également en Europe comme nous l'avons vu, il faut une politique fiscale conséquente. Ceux qui gagnent davantage et possèdent davantage doivent contribuer davantage au financement de l'Etat. Le gouvernement Correa a fait un certain progrès dans ce sens. L'impôt avoisine les 15 % du PIB. Mais nous sommes encore loin de ce qui serait un objectif acceptable. La moyenne pour l'Amérique latine est de 24 %, de 44 % pour les pays développés et de 46 % pour l'Europe. Nous devrions nous fixer un objectif d'au moins 35 %. Pour répondre à ces défis nous avons besoin d'une volonté sans faille, d'une large concertation politique qui permette de conduire un processus révolutionnaire avec la participation active des mouvements sociaux et, plus que tout, du mouvement indigène.

Dans ce contexte l'initiative Yasuní-ITT, dans sa cohérence, ouvre la porte à la construction d'une économie post-pétrolière, post-extractiviste. Il ne faudrait pas, cependant, que le président Correa s'en serve pour bomber le torse et déclarer que nous faisons beaucoup pour la Nature et la vie des peuples en isolement volontaire, alors que dans le même temps il élargit la frontière pétrolière en Amazonie et encourage l'exploitation minière métallurgique à grande échelle et à ciel ouvert. L'enjeu est complexe, je le reconnais. Il s'agit d'une transformation en profondeur. Nous l'avons proposée il y a quatre ans. Nous ne voulions pas nous contenter de mettre en place un gouvernement meilleur que ses prédécesseurs. D'abord parce que ce n'est pas particulièrement méritoire, ensuite parce que nous portons un projet radical et révolutionnaire. Avec la candidature de Rafael Correa nous avons voulu construire démocratiquement une société démocratique, convaincus qu'il n'y a pas de révolution sans démocratie, ni de démocratie sans révolution.

F. G. : Une dernière question pour conclure en élargissant le point de vue. Tu as écrit il y a peu un texte qui propose une « déclaration universelle de la Terre Mère ». La constitution équatorienne reconnaît maintenant les droits de la Nature. Y vois-tu une alternative concrète à notre modèle capitaliste déprédateur ?

A. A. : Nous allons vers une nouvelle rencontre avec la Nature. Progressivement, le monde entier prend conscience que ce que nous faisons condamne l'avenir. Aujourd'hui déjà, la prise de conscience existe face au mode de vie dominant, non seulement dans les pays riches mais également dans les pays plus pauvres, prisonniers de la logique des pays enrichis sur le dos des pauvres. Nous devons trouver des réponses de fond. La catastrophe du golfe du Mexique après l'effondrement de la plate-forme pétrolière est un nouvel avertissement quant à la nécessité de dépasser la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles. Ce qui se produit actuellement, et qui concentre l'attention et la mobilisation internationales, s'est déjà produit chez nous, dans l'Amazonie équatorienne. La compagnie Texaco a provoqué des dégâts monstrueux dans plusieurs régions, tant écologiques qu'humains, bien supérieurs à ceux de la plate-forme de BP. Les dégâts environnementaux en Amazonie sont estimés à plus de 27 milliards de dollars. Mais la compagnie refuse d'en assumer la responsabilité et recourt à toute une gamme de subterfuges vicieux pour entraver le travail de la justice.

L'accumulation matérielle infinie de biens manufacturés n'a pas d'avenir. Les limites au mode de vie qui repose sur la vision classique du progrès sont de plus en plus évidentes et préoccupantes. Les ressources naturelles ne sont pas réductibles à de simples objets pour des politiques de développement. L'humanité ne peut se réaliser que comme communauté, avec et en fonction d'autres êtres humains, sans prétendre dominer la Nature.

Il faut alors accepter l'idée que la Nature, en tant que construction sociale, c'est-à-dire en tant que terme conceptualisé par les êtres humains, doit être réinterprétée et révisée dans son intégralité. L'humanité n'est pas extérieure à la Nature. Dans les temps anciens, la peur des éléments imprévisibles de la Nature était omniprésente dans la vie quotidienne. Lentement, la dure lutte pour la survie datant des origines s'est transformée en un effort désespéré pour maîtriser les forces de la Nature. Cette conception dominante aujourd'hui, qui considère l'être humain comme extérieur à la Nature, jusqu'à vouloir définir la Nature sans considérer que l'humanité en est partie intégrante, a ouvert la porte à sa domestication et à sa

manipulation.

La Nature a été considérée comme « capital naturel » destiné à être dompté, exploité et évidemment transformé en marchandise. Pour relever ce défi ancestral, qui réside dans un divorce profond de l'économie et de la Nature, il faut en revenir aux dimensions authentiques d'un développement durable et concevoir une nouvelle éthique pour organiser la vie elle-même. La réalité nous montre que la Nature n'est pas inépuisable et nous devons prendre conscience des limites physiques du développement actuel. Ces limites dont nous approchons à grand pas avec nos modes de vie anthropocentriques, encore exacerbés par les exigences de l'accumulation du capital, sont de plus en plus évidentes et insoutenables.

Les tâches sont à la fois simples et extrêmement complexes. Mettre fin au divorce entre la Nature et l'être humain, promouvoir leur réconciliation, renouer en quelque sorte le nœud gordien tranché par la force d'une conception de la vie profondément déprédatrice et insoutenable. Les lois économiques doivent être subordonnées aux lois de fonctionnement des systèmes naturels, sans perdre de vue le respect de la dignité humaine et l'amélioration de la qualité de vie des êtres humains. Les droits de la Nature sont présentés comme un « galimatias conceptuel » par les gardiens du droit (défenseurs des privilèges de l'oligarchie ?), incapables de comprendre les changements en cours dans un monde en perpétuelle transformation. Dans l'histoire du droit, toute extension nouvelle a d'abord été jugée inconcevable. L'émancipation des esclaves et la reconnaissance des droits des Afro-Américains, des femmes et des enfants ont d'abord été considérées comme totalement insensées. A nouveau est soulevée la question du droit à avoir des droits. Libérer la Nature de sa condition de sujet sans droits signifie alors encourager politiquement son passage d'objet à sujet, partie intégrante d'un processus séculaire d'élargissement des sujets du droit. Mais la reconnaissance des Droits de la Nature est essentielle pour préserver le droit à l'existence des êtres humains eux-mêmes, qui ne peuvent pas vivre sans elle. C'est aussi simple que cela.

Avoir pour la première fois à l'échelle mondiale pris acte que la Nature est sujet de droits, comme le reconnaît la constitution équatorienne, est une réponse d'avant-garde à la crise de civilisation actuelle. Il n'est plus possible d'identifier le bien-être et la richesse à l'accumulation de biens matériels, avec l'illusion d'une croissance et d'une consommation illimitées. En reconnaissant la Nature comme sujet de droits, par la recherche de cet équilibre nécessaire, cette harmonie entre la Nature et les nécessités et les droits des êtres humains, inhérents au principe de bien-vivre, on va au-delà des concepts constitutionnels classiques et cela d'autant plus facilement qu'on distingue les droits humains des droits de la Nature. Les premiers concernent l'environnement humain et une justice qui doit permettre la préservation des êtres humains. Les seconds concernent la justice écologique qui vise à la préservation de la Nature. Avec les droits humains, c'est l'être qui est au centre, dans une vision anthropocentrique. Avec les droits de la Nature, c'est la Nature qui est au centre. La Nature, qui inclut évidemment l'être humain, vaut par elle-même, indépendamment de son utilité et des usages qu'en fait l'être humain. Il s'agit là d'une vision biocentrique. La définition de ces droits ne prétend pas préserver une Nature inviolée, en préconisant, par exemple, de renoncer aux cultures, à la pêche ou à l'élevage. Ces droits veulent préserver des systèmes de vie, des communautés de vie. Ils portent sur les écosystèmes, les collectivités et pas les individus. Rien ne s'oppose à la consommation de viande, de poisson ou de céréales si sont préservés des écosystèmes avec leurs espèces natives.

Ces conceptions montrent clairement par où s'engager pour construire une nouvelle forme d'organisation de la société, qui soit une authentique option de vie, nécessairement respectueuse de la Nature. En résumé, les Droits de la Nature, toujours plus étroitement imbriqués aux droits humains, nous forcent à construire démocratiquement des sociétés durables, sur des conceptions citoyennes plurielles en symbiose avec l'environnement. On ne peut donc pas limiter notre attention à des thèmes conjoncturels. Il faut au monde une stratégie qui permette de jeter les bases structurelles du changement, en tirant parti y compris des difficultés conjoncturelles actuelles mais aussi de l'affaiblissement relatif des centres de pouvoir mondiaux. Ce changement n'advient pas si on se contente d'attendre que les pays développés résolvent leurs problèmes, en oubliant le caractère interdépendant et inégal de l'économie mondiale. L'Équateur est à l'avant-garde dans la définition de ce type de propositions révolutionnaires. Malheureusement, le président Correa semble reculer à l'heure de les inscrire dans la réalité.

**Propos recueillis par Franck Gaudichaud, Revues ContreTemps et Rebelión.org (mai 2011).
Transcription de l'entretien : Bettina Ghio. Traduction de l'espagnol (équatorien) : Robert March.
Pour s'abonner à la revue Contre temps <http://www.contretemps.eu/node/56>**

Bolivie : Morales et les mouvements sociaux... La fin de la lune de miel ?

Par Hervé do Alto

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en 2005, la conflictualité sociale, autrefois synonyme de résistance aux réformes néolibérales, ne s'est pas atténuée, loin de là . Mais celle-ci connaît une véritable transformation : si bon nombre de conflits trouvaient leur origine dans la confrontation opposant le gouvernement à l'oligarchie de Santa Cruz et la droite en général, ce sont bien, désormais, des mouvements autrefois proches de Morales qui se mobilisent contre lui.

Le mouvement en faveur d'une hausse des salaires qui s'est développé au début du mois d'avril, et qui a donné lieu à une forte mobilisation sous l'égide de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), est un signe de ces changements. Portées principalement par certains syndicats tels que les enseignants et les travailleurs de la santé, ces luttes pour des augmentations de salaires ne sont pas nouvelles. Mais c'était dans une relative marginalité que ces organisations arpentaient habituellement les rues de La Paz ou Cochabamba en défense des services publics.

L'écho positif rencontré par le mouvement lancé par la COB le 6 avril dernier pour une hausse des salaires de 15 % vient montrer que la défiance des secteurs populaires à l'égard de ces syndicalistes, taxés de « radicaux » par le passé, n'est plus de mise : plusieurs organisations sociales telles que les fédérations indigènes (CONAMAQ, CIDOB) ont publiquement apporté leur soutien à la mobilisation. Et si les syndicats paysans restent majoritairement acquis au Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti de Morales, le trouble est semé. De manière générale, c'est un véritable courant de sympathie qui a semblé se manifester envers les grévistes de la part de la population. À l'origine de ce tournant se trouve la l'inflation record à laquelle les Boliviens font face – une inflation estimée à 18, 5 % pour les denrées de première nécessité.

Pour comprendre cette hausse des prix, il faut remonter au mois de décembre dernier, lorsque le gouvernement annonce vouloir en finir avec la subvention du diesel actuellement en vigueur, via un décret connu comme le gazolinazo. Sous la pression de la rue, la mesure est finalement retirée, mais le secteur agro-industriel, essentiellement concentré à Santa Cruz, en profite tout de même pour spéculer sur les prix des aliments . Opposé dans un premier temps à toute compensation par les salaires, Morales concède finalement, le 18 avril, un « coup de pouce » de 11% au terme d'une âpre négociation avec la COB.

On peut toutefois gager que ce mouvement ne restera pas sans lendemain, d'abord parce que, si les organisations syndicales et sociales peuvent parfois manquer d'une perspective politique d'ensemble, assimilant la conquête du pouvoir par le MAS à une opportunité pour « obtenir sa part du gâteau », la dégradation des conditions de vie en Bolivie est pourtant palpable. Ensuite, parce que sa dénonciation s'adosse à une critique inédite de la politique énergétique du gouvernement : le gazolinazo avait en effet pour but à peine dissimulé de stimuler le secteur des hydrocarbures, alors que les multinationales sont suspectées d'avoir abandonné toute prospection et entraîné de fait une revue à la baisse des réserves de gaz estimées dans le pays .

Présenté comme une mesure censée « porter un coup à l'oligarchie de Santa Cruz », le décret constituait en fait un appel du pied à ces firmes en leur offrant un cadre de nouveau favorable à l'investissement, après une nationalisation pourtant modérée, en mai 2006, qui s'est résumée pour l'essentiel à une renégociation des contrats les liant à l'État, illustrée par la formule « queremos socios, no patrones » (« nous voulons des associés, pas des patrons ») chère à Morales.

Il est difficile de savoir si une option plus radicale que cette nationalisation aurait pu être couronnée de succès. Mais si la mesure-phare du premier mandat de Morales a bel et bien permis de garnir significativement les caisses de l'État après vingt années de néolibéralisme débridé, le secteur reste en effet largement sous le contrôle des compagnies étrangères qui ont constitué un frein à toute avancée sérieuse quant à l'industrialisation du gaz, et qui n'ont guère cessé, dans les faits, d'agir en « patrons » en Bolivie. De quoi s'interroger sur la possibilité de mener une politique développementiste en respectant les règles d'un jeu largement défini par des groupes capitalistes et des pays voisins tels le Brésil, qui agissent dans la région comme des impérialismes continentaux.

En ce sens, la mobilisation actuelle n'est pas seulement juste : elle pourrait également devenir salutaire si elle parvenait à convaincre Morales d'un nécessaire coup de barre » à gauche.

1. Fundación Milenio, Informe Nacional de Coyuntura, n° 86, 2011.
2. CEDLA, Nota de prensa, 13/04/11.
3. Ibid

Élections présidentielles au Pérou : les dilemmes de Humala

Par Franck Gaudichaud

Dimanche 5 juin, Ollanta Humala a annoncé sa victoire à la présidence de la République du Pérou devant une foule enthousiaste. Lors de ce deuxième tour électoral, il faisait face à Keiko Fujimori, candidate populiste néolibérale, soutenue par l'oligarchie et fille du dictateur au pouvoir de 1990 à 2000 (aujourd'hui en prison). Malgré une campagne médiatique hostile, Humala a obtenu 51,5% des suffrages, notamment grâce au vote des populations paysannes et indigènes. Dans les derniers jours de campagne, il a même bénéficié de l'appui improbable d'intellectuels conservateurs tels que Mario Vargas Llosa ou de l'ancien président Toledo, adversaires de Keiko Fujimori.

Si cette dernière gagne dans sept régions, dont la capitale Lima, Humala est majoritaire dans dix-sept provinces andines et amazoniennes, les plus pauvres du pays. L'ex lieutenant-colonel (il a d'ailleurs fait l'objet d'accusation pour violation des droits de l'homme), avec un discours nationaliste et critique du néolibéralisme, a su représenter le changement face aux classes dominantes. Faute de mieux et alors que la gauche radicale ne s'est toujours pas remise des années de plomb, plusieurs petites organisations révolutionnaires ont décidé de lui fournir un appui critique.

Reste que cette élection est loin de résoudre les problèmes quotidiens de l'immense majorité. Si dans un premier temps le parti d'Humala, Gana Perú, proposait un programme progressiste, la nouvelle orientation d'entre les deux tours donne le ton de sa gestion gouvernementale. Afin de rassurer la bourgeoisie de Lima, le candidat a abandonné son projet de réforme de la Constitution de 1993, assuré qu'il reconnaîtrait le traité de libre-échange avec les États-Unis et qu'il garantirait la propriété des multinationales, très présentes au Pérou.

Le nouveau président affirme cependant vouloir renégocier certains contrats d'exploitation avec les entreprises minières (60% des revenus d'exportation du pays) et a réitéré sa promesse de créer des emplois, des logements ainsi que des services de première nécessité.

Alors que le modèle politique revendiqué d'Humala est celui du président Lula, les classes populaires ne pourront compter que sur elles-mêmes pour transformer le modèle économique en place. Ces derniers temps, les luttes se multiplient: on dénombreait 233 conflits sociaux au mois de mai, dont 117 liés au secteur minier. Deux ans après la sanglante répression du mouvement indigène à Bagua, il est indispensable de soutenir activement ces mobilisations.

Pour le NPA, cela signifie aussi une dénonciation, au côté des syndicats et associations engagés dans ce combat, du traité de libre-échange en cours de négociation entre l'Union européenne, la Colombie et le Pérou, traité qui exacerbera les violations des droits des peuples à travers les Andes et en Amazonie.

Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 107 (16/06/11)

Pour suivre le blog du groupe de travail Amérique latine du NPA:
<http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com>

Notes sur les gouvernements dénommés « progressistes »

Par Guillermo Almeyra

1. Il n'y a pas une seule Amérique latine homogène, mais bien diverses régions très différentes entre elles tout en étant unies par une histoire, une culture commune et par leur problème commun de dépendance à l'égard de l'impérialisme étatsunien qui a fait de cette zone son « arrière cour ». Il n'existe donc pas non plus une catégorie spéciale, homogène, de « gouvernements progressistes » car ces derniers sont les fruits d'une série de rapports de forces particuliers entre les principales classes de ces différents pays d'une part et le capital financier et l'impérialisme d'autre part. Il s'agit de relations spécifiques qui dépendent étroitement de l'histoire, de la densité sociale et de la culture de chaque pays. Ces éléments provoquent, sporadiquement, l'émergence de blocs sociaux populaires, anti-impérialistes et anti-oligarchiques qui peuvent inclure y compris des secteurs des classes dominantes et des classes moyennes aisées. Ces derniers tentent de mener à bien une politique nationaliste bourgeoise en profitant des difficultés qu'affronte l'impérialisme sur le plan mondial tout comme les brèches ouvertes à sa domination afin d'élargir l'espace pour une croissance de l'économie nationale à contre-courant de la volonté du capital financier international.

2. Le caractère mondial du système capitaliste et l'insertion en son sein de tous les pays latino-américains dans une relation de dépendance, rattrapent par les pieds ces pays quand ils veulent sortir, même partiellement, du marais asphyxiant des politiques néolibérales. Tous les gouvernements progressistes, vu qu'ils surgissent d'une crise sociale et de mouvements de masse dont la dynamique heurte de front la domination capitaliste en constituant un nouveau bloc social partisans d'une politique nationale anti-impérialiste, tous ces gouvernements n'ont pas d'autres possibilité de s'affirmer qu'en avançant des mesures sans cesse plus audaces contre le capital.

3. Les dénommés gouvernement « progressistes » naissent, à l'échelle internationale, dans et de la crise de l'impérialisme et utilisent, afin de maintenir le système en le modifiant, la convergence de forces sociales – les secteurs ouvriers, paysans et populaires – qui s'affrontent objectivement au capitalisme, mais qui n'ont pas encore d'indépendance politique, une conscience anticapitaliste claire et une programme propre. Ces forces se meuvent, surtout, dans le cadre de revendications économiques et sociales en faveur d'un Etat-Providence qui reste dans les marges du système, pour des revendications nationalistes, anti-colonialistes, et pour l'égalité et la justice ethniques là où les descendant des peuples originaires ou afro-américains constituent la majorité ou une partie importante de la population.

4. Le gouvernement de Lazaro Cardenas, au début de la crise de 1929, est l'exemple le plus radical de ce type de gouvernements et Trotsky l'avait qualifié de « bonapartiste sui generis » car, tout en étant capitaliste et d'affirmer l'Etat capitaliste, il s'appuyait sur les paysans qui occupaient les terres, les armaient contre les grands propriétaires terriens, tout comme il soutenait les ouvriers et les organisait afin de mieux les subordonner à son gouvernement. Le soutien et la mobilisation des exploités lui permettaient de faire contre poids à l'impérialisme et aux faibles classes dominantes nationales, ainsi qu'aux serviteurs de ces dernières au sein de l'appareil d'Etat. A l'échelle internationale, il utilisait les contradictions entre les différents impérialismes afin de louvoyer entre eux pour développer une politique nationale et nationaliste.

A cette même époque naquit l'éphémère gouvernement de Gran San Martín et de Guiteras à Cuba et dans la période de crise et de recomposition du capitalisme dans l'immédiat après guerre surgirent d'autres gouvernements du même type, mais avec de profondes différences entre eux ; comme le MNR bolivien et son partage du pouvoir avec la Centrale Ouvrière Bolivienne, celui de Juan Domingo Perón en Argentine, de Getúlio Vargas au Brésil, de Carlos Ibáñez del Campo au Chili, de Juan José Arévalo et de Jacobo Arbenz au Guatemala ou encore les second et troisième gouvernements de Velasco Ibarra en Equateur. Depuis la crise de la fin des années 1960, avec les grandes mobilisations qui ont culminées en 1968, surgirent également les gouvernements de Juan Velasco Alvarado au Pérou et Juan José Torres en Bolivie et, plus récemment, de Hugo Chávez, né dix ans après le « Caracazo », l'insurrection populaire sauvagement réprimée en 1989 ; mais aussi le gouvernement de Kirchner en Argentine, né de l'effondrement de l'économie argentine en 2001 et du soulèvement populaire qui a chassé le gouvernement antérieur.

5. Le capitalisme est un système mondial mais la réalisation du profit (et la politique nécessaire pour cela) se fait dans le cadre des différents Etats nations. Dans ces derniers, vu l'impotence de la bourgeoisie nationale face à l'énorme puissance du capital financier international, des grandes multinationales et des grandes puissances impérialistes (dans le cas de notre continent, ce sont les Etats-Unis), les classes dominantes se divisent. La majorité s'intègre comme partenaire servile et subordonné au capital financier international, elle se fait importatrice et exportatrice, prête-nom, et met illégalement à l'étranger ses capitaux. Un petit secteur, par contre, s'appuie sur l'appareil d'Etat national et cherche à en tirer profit en acceptant comme un moindre mal que cet appareil tente de se renforcer en s'appuyant sur les classes populaires, y compris en impulsant leur organisation et en appliquant une politique nationaliste redistributive qui privilégie le marché interne (et ainsi les petites et moyennes entreprises).

Tant que le gouvernement est capable de capter cet appui populaire et de contenir la radicalisation des secteurs ouvriers organisés qui veulent obtenir de nouvelles conquêtes (qui menaceraient donc toute la bourgeoisie, particulièrement le secteur de la bourgeoisie « nationale » car elle celle qui dispose d'une moindre capacité de marge de manœuvre que pour faire des concessions d'ampleur), ce secteur « national » rachitique acceptera, bien qu'avec mauvaise volonté, de maintenir une politique économique propre capable de maintenir ce bloc antinaturel qui l'unit aux travailleurs. Mais quand les deux tiges du ciseau se séparent du fait d'une radicalisation des secteurs populaires, la bourgeoisie « nationale », du fait de ses intérêts et de ses liens culturels et sociaux avec le secteur majoritaire de sa classe, se subordonne alors entièrement avec ce dernier, lié au capital financier et à l'impérialisme.

Tout cela explique pourquoi les gouvernement « progressistes » sont éphémères car, ou bien ils avancent vers l'anticapitalisme, ou bien ils se transforment et s'effondrent entre l'impérialisme et l'oligarchie dès qu'ils n'ont plus d'appui populaire. Ces gouvernements, et il faut insister sur ce point, sont le fruit d'un rapport de forces qui apparaît de manière exceptionnelle du fait de conditions nationales et internationales qui, par définition, se modifient et évoluent. Ils constituent ainsi une anomalie car il s'agit de gouvernements capitalistes qui se voient obligés de réaliser une politique qui n'est pas celle du grand capital en mobilisant pour cela des forces qui ne sont pas capitalistes et sans lesquelles ils ne peuvent pas vaincre la résistance de la majorité des capitalistes.

6. Ceci nous amène au rôle joué par l'Etat dans les pays où surgissent les dénommés « gouvernements progressistes ». En effet, les « outsiders » qui, dans la classe dominante ou dans la petite-bourgeoisie, intègrent ou créent ces gouvernements proviennent ou bien de l'appareil d'Etat lui-même (ce sont des militaires, comme Cárdenas, Perón, Ibáñez del Campo, Velazco Alvarado, Bermúdez, Torres, Arbenz, Hugo Chávez), ou bien sont des politiciens professionnels comme Kirchner et son épouse, ou appartiennent aux secteurs les plus aisés des classes moyennes urbaines, autrement dit les secteurs les plus intégrés à l'appareil d'Etat. Bien peu proviennent ainsi directement d'un mouvement de masse révolutionnaire (comme en 1952 en Bolivie ou avec la quasi-révolution contra González de Lozada qui a mené Evo Morales au pouvoir) car – hormis la révolution cubaine de 1959 - il n'y a eu que trois révolutions authentiques dans le continent latino-américain ; la révolution à Haïti (1791-1804), qui fut tout à la fois une révolution sociale, ethnique et d'indépendance ; la révolution mexicaine de 1910, qui fut une révolution démocratique et agraire, et la révolution bolivienne de 1952, qui a compté avec des traits marqués de dualité de pouvoirs.

Les petits-bourgeois civils ou militaires qui arrivent au sommet de l'appareil d'Etat croient que ce dernier s'identifie avec eux et constitue leur instrument pour mener à bien la transformation de la société alors que le pouvoir réel continue d'être aux mains de la classe dominante liée au capital financier international. Ils sont convaincus qu'ils sont les véritables démiurges car ils n'ont pas confiance dans la capacité des travailleurs sur lesquels ils s'appuient et craignent leur indépendance de classe. De là découle le verticalisme de leur gouvernement, la concentration des décisions entre une poignée de leaders, le fonctionnement non démocratique, volontariste et substitutiste de l'appareil d'Etat, l'augmentation de la bureaucratie... et aussi l'affaiblissement progressif de leur soutien, bien qu'ils puissent compter sur un appui très élevé à des moments déterminés.

7. Les révolutions démocratiques dirigées depuis leur début ou canalisées dans leur développement par des secteurs de la petite-bourgeoisie qui ne se donnent pas initialement l'objectif de renverser le capitalisme (comme ce fut le cas avec Fidel Castro ou avec le soutien au coup d'Etat de Chavez en 1992), portent au pouvoir des dirigeants qui partagent les méthodes et les positions fondamentales de la classe dominante, à l'exception de sa soumission à l'impérialisme et certains d'entre eux ne commencent à se

débarrasser de ces positions que sous la pression des masses sur lesquelles ils s'appuient ou du fait d'attaques de l'impérialisme qui les forcent à se défendre, comme ce fut le cas à Cuba. Cela est encore plus clair dans le cas de gouvernements comme celui de Kirchner, nés d'une profonde crise de la domination bourgeoise et d'un vide politique, combinés à un soulèvement populaire, mais qui n'ont pas de base propre. Ce sont des gouvernements capitalistes qui ne sont plus aux mains de capitalistes mais bien de petits-bourgeois radicalisés qui sont influencés par l'anti-impérialisme et la haine de l'oppression des larges masses nationales qui n'ont pas encore atteint une conscience anticapitaliste et qui cherche la voie pour un changement profond, mais à l'intérieur du système, non systémique. Ils contrôlent alors les Etats capitalistes, influencés de l'extérieur par la pression de leur insertion dans le marché mondial et par le poids des grandes multinationales sur leur économie. A l'intérieur, ils maintiennent des liens étroits avec la classe dominante et ils sont le terrain d'une lutte aigue entre divers clans qui occulte la lutte des classes.

8. La force du capitalisme réside fondamentalement dans l'hégémonie culturelle qu'il exerce et dans le fétichisme qui fait croire aux salariés qui vendent leur force de travail sur le marché que ce dernier est un principe juste et que le capitalisme est quelque chose de naturel et d'éternel. La politique des gouvernements « progressistes », avec leurs réformes sociales et leurs politiques redistributives d'une part (« 50% du PIB pour le capital et 50% pour le travail... ») et le maintien du profit pour les grandes entreprises impérialistes d'autres part, semble logique aux yeux de ces secteurs qui, cependant, luttent tous les jours de manière déterminée contre les patrons afin d'améliorer les conditions de travail et les salaires et contre la bureaucratie syndicale, intégrée à l'appareil d'Etat. Surgissent ainsi des phénomènes tels qu'une syndicalisation de masse et un syndicalisme combatif, mais avec des objectifs essentiellement corporatistes et démocratiques, tout comme une dépendance de plus en plus forte de la puissante bureaucratie syndicale intégrée à l'appareil d'Etat afin de jouer un rôle d'amortisseur face à la pression de la base.

9. Un syndicalisme de classe et combatif et des mouvements sociaux de masse sont la condition sine qua non d'une lutte pour le changement social, mais ils ne suffisent pas pour atteindre cet objectif car ce qu'il faut obtenir c'est un changement dans la conscience de classe, à l'échelle massive, des travailleurs qui luttent aujourd'hui contre certains capitalistes mais non contre le capital. Autrement dit, il faut un changement dans subjectivité en tant que résultat des expériences des luttes analysées et raisonnées d'un point de vue socialiste afin de diffuser et amplifier ce qui n'apparaît qu'à des moments déterminés de la lutte, c'est-à-dire le collectivisme, la démocratie prolétarienne, la pleine solidarité et l'internationalisme.

Cela est vital car le développement capitaliste, qui détruit les communautés et qui tend à imposer l'égoïsme, l'individualisme, le consumérisme et l'hédonisme comme modèles de vie, constitue un obstacle à l'éducation quotidienne à la solidarité de groupe, de quartier, syndicale ou nationale qui existaient encore à une étape précédente. Cela explique pourquoi les secteurs les moins intégrés sont aujourd'hui les plus radicaux, comme les peuples indigènes qui vivent en communautés. Cela donne d'autant plus de poids à la nécessité d'unifier, en Bolivie, les restes du communautarisme indigène avec la lutte pour le socialisme.

10. Historiquement, pour contribuer à l'éclosion de l'anticapitalisme de masse présent de manière semi-conscient dans certains pays ayant de fortes traditions de lutte comme la Bolivie, l'Argentine ou le Mexique, nous avons besoin d'instruments de lutte non seulement théoriques mais également dans l'action syndicale et dans la politique quotidienne. En tout premier lieu, il faut conquérir l'indépendance de classe d'un secteur important des travailleurs parce que c'est au sein de ce dernier que les socialistes pourront agir et influencer les choses plus facilement avec la méthode irremplaçable de l'action théorique et pratique en interaction continue avec l'élaboration théorique et l'innovation organisationnelle réalisés par les travailleurs eux-mêmes. Il s'agit de les écouter et d'apprendre d'eux en même temps qu'on apporte à leur développement théorique la compréhension de l'unité mondiale du système et, par conséquent, de la nécessité de l'internationalisme.

Les petits partis sectaires ne comprennent pas la contradiction qui existe entre, d'une part, ceux qui souhaitent lutter et suivent les directions bourgeoises ou petites-bourgeoises et, d'autre part, ces mêmes directions. Ils pensent qu'une lutte syndicale de classe avec des méthodes radicales suffira pour remplacer ces directions et ils ne donnent à leur socialisme qu'un caractère de propagande générale dans un avenir éloigné. Mais cette lutte, même menée par des groupes sectaires, est malgré tout importante car elle se confronte à la dépendance envers les gouvernements « progressistes », avec leurs appareils répressifs et leur bureaucratie syndicale. Cependant, il ne suffit pas seulement de combattre les politiques pro-capitalistes et d'imposer la démocratie syndicale, il faut également tenter d'appliquer et de développer des politiques alternatives sur le terrain de la production, de la distribution, de la consommation, de la

protection de l'environnement, pour une vie riche et plurielle, pour renforcer l'organisation collective. Toutes choses que, tout comme les mouvements qui s'y opposent par leur gauche, les gouvernements « progressistes » ne font actuellement pas car ils mènent des politiques néo-développementistes et extractivistes qui renforcent le capital.

Guillermo Almeyra est politologue et journaliste marxiste. Né à Buenos Aires en 1928, il a milité dans la gauche argentine politique et syndicale, avant de trouver asile politique en Italie, puis au Mexique, où il est journaliste éditorialiste au principal quotidien de gauche « La Jornada ». Titulaire d'un doctorat en sciences politiques, il enseigne à l'Université nationale autonome du Mexique la politique contemporaine. Il a notamment publié, « Etica y rebelión » (Ethique et rébellion, 1998), « Che Guevara : el pensamiento rebelde » (Che Guevara : la pensée rebelle, 1992, réédité par les Ediciones Continente, 2004) et « Polonia : obreros, burócratas, socialismo » (Pologne : ouvriers, bureaucrates, socialisme, 1981).

Publié dans le journal « La Jornada », le 29 mai 2011.

<http://www.lajornadaquincenal.com.ar/2011/05/29/notas-sobre-los-gobiernos-llamados-progresistas/>

Traduction française pour le site www.lcr-lagauche.be